

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**MINISTERE DE L'HABITAT, DE LA
CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE
(MHCH)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 31 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique (MHCH) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique (MHCH) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- (a) les opérations de passation des marchés par DRP effectuées au niveau de la DAGE sont marquées par la récurrence de pratiques collusives et frauduleuses. Sur un échantillon de 30 DRP (200 675 881 F CFA) contrôlées sur une population de 68 DRP (327 342 451 F CFA), nous constatons que 89,52 % d'entre elles (179 661 523 F CFA) constituent des consultations simulées illustrées par des factures pro forma présentant de nombreuses similitudes. En effet, outre des cadres de présentation identiques pour certaines factures pro forma, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire y sont reproduites, les montants proposés suivent dans certains cas des progressions arithmétiques régulières... Ces observations sont caractéristiques d'une collusion organisée soit par les soumissionnaires, soit par l'autorité contractante elle-même. Nous avons également noté que des entreprises avec des dénominations sociales différentes mais dont les factures pro forma portent le même numéro de Registre de Commerce, le même NINEA, le même numéro de téléphone (GIE la Providence et Liaison 2000) sont consultées sur la DRP portant organisation d'un atelier (au moins l'une d'entre elles est fictive) alors qu'elles ne sont ni des établissements hôteliers, ni des structures de formation, ni des traiteurs, ni des consultants. En outre, pour la quasi – totalité des DRP examinées au niveau de la DAGE, nous n'avons pas pu disposer des copies des lettres d'invitation à soumissionner ;
- (b) les travaux d'entretien et de nettoyage des locaux du siège du Ministère et de deux immeubles (DIF, DHP) ont donné lieu à la conclusion de quatre marchés dont le coût cumulé se chiffre à 34 009 611 F CFA. Vu que ces marchés concernent des prestations similaires et que leur cumul dépasse le seuil de passation des marchés de services par appel d'offres, en violation des dispositions des articles 6 et 53 du CMP, nous sommes en présence d'un cas de fractionnement,. Sous ce rapport, il convient de signaler que ce montant inclut le marché attribué à l'entreprise les Trois Tamarins (14 368 978 F CFA) pour l'entretien des locaux du Ministère et pour lequel les documents de passation n'ont pas été retrouvés ;
- (c) en ce qui concerne la Direction de la Gestion du Patrimoine bâti (DGPB), nous estimons non justifié le recours à l'appel d'offres restreint pour la fourniture et la pose d'ascenseurs et de groupes électrogènes pour les immeubles administratifs (N° 003/AOR/DGPB/2009), pour plusieurs raisons : i) la liste restreinte est composée de 7 fournisseurs, alors que des prestataires connus de la place et spécialisés dans les fournitures ciblées n'y figurent pas (il existe au moins 10 fournisseurs potentiels, ce qui est largement suffisant pour un appel d'offres ouvert) ; ii) l'urgence impérieuse évoquée pour l'AOR, n'est pas vérifiée dans la mesure où la demande d'autorisation adressée à la DCMP date du 24 août 2009, alors qu'en lançant un appel d'offres ouvert à la même date, les offres auraient été ouvertes au plus tard le 24 septembre, date antérieure à celle du 14 octobre, retenue comme date limite de dépôt des offres de l'AOR qui était censée être une procédure d'urgence. Comme la suite de la procédure

est la même pour l'AOO que l'AOR, on voit bien la non justification du recours à ce dernier mode de passation ;

- (d) nous avons également noté, toujours au niveau de la Direction de la Gestion du Patrimoine Bâti (DGPB), que près de 86 % des DRP examinées pour un montant estimé à 126 718 232 F CFA résultent de collusions avérées ;
- (e) les services d'entretien et de maintenance des ascenseurs ont donné lieu à la conclusion, par la Direction de la Gestion et du Patrimoine Bâti de l'Etat (DGPB), de trois marchés fractionnés pour un montant cumulé estimé à 38 159 999 F CFA en violation des articles 6 et 53 du CMP. Le même constat a été fait sur les services d'entretien et de maintenance, et d'acquisition des groupes électrogènes qui ont également donné lieu à la conclusion de quatre marchés fractionnés pour un montant cumulé de 66 522 500 F CFA . Au-delà du fractionnement, le mode de passation utilisé dans deux de ces DRP de montants respectifs 23 979 960 F CFA et 24 496 800 F CFA ne sont pas conformes au CMP puisqu'il s'agit de marchés de fournitures et services plutôt que de marchés de travaux. Des appels d'offres ouverts auraient dû être organisés pour l'exécution de ces prestations. Il convient en outre de signaler que l'organisation de la plupart de ces DRP est faite principalement autour de quatre candidats constants (DGI, BFT, IDCO, IFFS) et un variable qui vient compléter la liste des cinq entreprises requises. Nous constatons enfin que dans les cinq DRP pour lesquelles ces quatre entreprises ont été consultées ensemble, BF TRADING a été attributaire à chaque fois ;
- (f) un groupe d'entreprises dont les activités vont des travaux de génie civil, aux services de consultants en passant par les fournitures de bureau, la maintenance informatique, l'entretien de véhicules, l'organisation de séminaires ... est régulièrement consulté sur la quasi-totalité des DRP. Certains membres du groupe sont régulièrement consultés mais ne sont jamais retenus bien que déposant des offres à chaque fois. Ceci laisse penser qu'elles sont ajoutées sur les listes restreintes uniquement pour compléter la liste des cinq offres requises dans les procédures de DRP afin d'aider à donner les atouts de la régularité à un processus de fraude.

De façon plus générale, on relève que le mode d'établissement des listes restreintes par le Ministère de l'Habitat dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP n'est pas conforme à l'esprit du Code des marchés publics. En effet, l'objectif principal d'un CMP est de sauvegarder les intérêts de l'Administration en instaurant des procédures d'acquisition lui permettant de s'approvisionner au meilleur rapport qualité / prix. Ceci suppose, comme le préconise l'article 77 du CMP relatif à la DRP, que l'Autorité Contractante s'assure que les entreprises consultées présentent toutes les qualifications requises pour exécuter le marché dans les meilleures conditions de qualité et de prix et qu'elles soient au moins des spécialistes confirmés dans l'exécution des prestations ciblées. C'est pourquoi la procédure de DRP n'exige pas de post - qualification comme en AOO, car la qualification doit être effectuée ex - ante par l'Autorité Contractante. Or, on constate que les listes restreintes établies par le Ministère de l'Habitat ne sont pratiquement jamais constituées de spécialistes

confirmés. C'est ce qui explique que pour des prestations d'organisation de séminaires ou d'ateliers, on ne retrouve dans les listes restreintes aucun des spécialistes qui auraient dû y figurer (établissement hôtelier, organisme de formation, traiteur ou consultant). Ce constat est également valable pour les services d'entretien de groupes électrogènes et d'ascenseurs. La conséquence est que des prestataires se retrouvent simultanément fournisseurs de consommables informatiques et de fournitures de bureau, et prestataires d'organisation de séminaires ou d'ateliers (cas de AIMA SUARL). D'autres prestataires se retrouvent simultanément comme réparateurs de véhicules, fournisseurs de prestations d'imprimerie et de fournitures de bureau (cas du GIE ALOUCH). On relève aussi plusieurs entreprises figurent à la fois sur différentes listes restreintes, les laissant passer pour des spécialistes de toutes les natures de prestations.

Ces dysfonctionnements notés aux niveaux de la DAGE et de la DBPB sont des indicateurs d'un risque inhérent important qui impacte négativement et de manière significative la conformité des opérations de passation des marchés.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- à l'exception de celui de la DAGE, aucun état d'exécution des plans de passation des marchés n'a été mis à notre disposition pour nous permettre de couvrir les opérations de passation conformément à l'échantillonnage prévu dans les termes de référence de notre mission ; nous avons par conséquent exploité les données du SIGFIP qui ont comme autre limitation le fait de comporter des opérations antérieures à la période couverte par la revue et de n'inclure que les marchés engagés et / ou liquidés et payés ; il s'ensuit une incertitude sur l'exhaustivité des marchés présentés. S'y ajoute qu'aucune information sur l'exécution financière n'a été non plus présentée à la mission ;
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du CMP) destiné à l'ARMP et à la DCMP n'a pas été préparé par le Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique (MHCH).

Au regard des nombreuses anomalies constatées sur les marchés revus, notre avis est que, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	15
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	16
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	32
2.1	Contexte de l'intervention	32
2.2	Objectifs de la mission	33
2.2.1	Objectifs généraux	33
2.2.2	Objectifs spécifiques	33
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	34
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	37
3	Approche méthodologique	39
3.1	Phase N° 1 : Revue approfondie des textes de référence	39
3.2	Phase N° 2 : Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	40
3.3	Phase N° 3 : Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	41
3.3.1	Module 1 : Audit de la préparation des marchés	42
3.3.2	Module 2 : Audit de la gestion de l'attribution	43
3.3.3	Module 3 : Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	44
4	Résultats des travaux	46
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	46
4.1.1	Commission des marchés	46
4.1.2	Cellule de passation des marchés	46
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	46
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	47
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	47
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	47
4.1.5	Rappel des seuils applicables au MHCH	47
4.2	Examen des marchés	48
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	48
4.2.2	Marchés conclus par la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement	50
4.2.3	Marchés conclus par la Direction de l'Hydraulique Rurale	93
4.2.4	Marchés conclus par la Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau	103
4.2.5	Marchés conclus par la Direction de la Gestion du Patrimoine Bâti	109
4.2.6	Marchés conclus par la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance	148

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

De manière générale, nous avons noté que les lettres de saisine des candidats ne sont pas jointes aux dossiers de passation des marchés qui nous ont été remis. Ainsi, nous ne pouvons pas nous prononcer sur le respect de la règle d'ouverture des plis immédiatement après la date limite de dépôt des offres. Par ailleurs nous avons noté la récurrence des pratiques collusives car dans la majorité des dossiers examinés, les offres reçues présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été soit préparées par des fournisseurs en collusion, soit par l'autorité contractante elle-même d'autant plus que nous ne disposons d'aucun élément prouvant que la consultation a effectivement eu lieu. En effet, outre la similitude des cadres de présentation des factures pro forma, nous avons relevé les mêmes fautes d'orthographe et de grammaire, des offres de prix suivant des progressions arithmétiques de raison fixes ... Dans certains cas, les dates d'établissement des offres des soumissionnaires et des procès verbaux d'attribution laissent entrevoir la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés.

Nous relevons également que le GIE ALOUCH, attributaire de ce marché de réparation de véhicule, est également attributaire d'un marché de fournitures de bureau (DRP N° 20) et d'un marché de fournitures de dépliant en quadri plus photos (matériel d'imprimerie) (DRP N° 41). La présence de cette entreprise dans des listes restreintes concernant des prestations de natures différentes est surprenante. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, L'article 77 du CMP y relatif, dispose bien que l'autorité contractante « doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ». Ceci suppose que la liste restreinte doit être composée d'entreprises spécialisées dans les prestations ciblées (une imprimerie papeterie figure dans la liste restreinte).

Le même constat a été fait sur la DRP N° 38 relative à l'achat de produits d'entretien (eau de javel, cotol...) attribué à un fournisseur GIE DIMAT qui est par ailleurs attributaire d'un marché d'entretien et de réparation de matériel informatique dans le cadre de la DRP N° 37. Il s'agit de 2 prestations de natures très différentes, alors que la mise en œuvre de la procédure de DRP préconise que la liste restreinte soit composée de prestataires spécialisés dans le domaine d'intervention.

Nous avons noté que des prestations similaires ont donné lieu à l'organisation de plusieurs DRP en violation des règles qui interdisent le fractionnement des marchés

Les marchés relatifs à l'entretien et à la maintenance des ascenseurs ou des groupes électrogènes ont été considérés à tort comme un marché de travaux. Au vu des montants en cause, un appel d'offres aurait dû être obligatoirement lancé en lieu et place d'une DRP.

L'entretien et la maintenance d'un groupe électrogène ou d'un ascenseur constituent bien un marché de services.

Si on se réfère à l'article 4 du CMP, relatif aux définitions, il est bien indiqué :

« Le terme "travaux" désigne toutes les opérations de construction, reconstruction, démolition, réparation ou rénovation de tout bâtiment ou ouvrage, y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassement, l'installation d'équipements ou de matériels, la décoration et la finition, ainsi que les services accessoires aux travaux si la valeur de ces services ne dépasse pas celle des travaux eux-mêmes » ; et,

« Le terme "services" désigne tout objet de marché autre que des fournitures ou des travaux, y compris les prestations intellectuelles ».

Le marché relatif au contrôle et à la surveillance des travaux du projet d'alimentation en eau potable des localités de la zone du Gorom Lampsar (marche n° 1670) a été traité comme une DRP de fournitures ou de travaux au sens de l'article 77 du CMP alors qu'il s'agit d'une prestation intellectuelle à traiter au regard de l'article 79 du CMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés

Veiller à procéder à l'ouverture des plis immédiatement à l'expiration de la date limite de dépôt des offres

Eviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées.

Veiller à mettre en œuvre les modes de passation appropriés au regard de la nature des acquisitions et de leurs montants

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Paielement indu de tables non livrees pour la salle de conference</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Obtenir le remboursement des paiements indus</p>

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

DRP N° 71 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DE LA SALLE DE CONFERENCE

Le nombre de tables facturées ne correspond pas au nombre de tables installées dans la salle de conférence. S'y ajoute qu'en lieu et place de la peinture à huile facturée anormalement au forfait (idem pour le décapage et le carrelage), c'est plutôt de la peinture à eau qui a été appliquée aux murs de la salle. L'exécution de la prestation n'est par conséquent pas conforme aux engagements.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Obtenir le remboursement indûment payées

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	DRP N° 04 ACQUISITION DE MATERIEL DE BUREAU	DRP N° 05 FOURNITURE ET POSE DE BACHE POUR LA COUVERTURE DU PARKING	DRP N° 13 TRAVAUX DE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX DU MINISTERE	DRP N° 20 FOURNITURES DE BUREAU
Nature	Fourniture	Fourniture	Travaux	Fourniture
Attributaires	SGTT	SSBS	LES 3 TAMARINS	GIE ALOUCH
Montants en F CFA TTC	14 667 400	14 665 040	14 368 978	14 199 974
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement			√	
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√		√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√		√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 21 MATERIEL DE PROPRETE	DRP N° 22 REPARATION ET DEBOUCHAGE	DRP N° 25 FOURNITURE DE SANITAIRES	DRP N° 26 POSE DE FENETRE COULISSANTE ET MOUSTIQUAIRE AVEC VERRE
Nature	Fourniture	Prestation de service	Fourniture	Prestation de service
Attributaires	ITM	NETAO	SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE	SICOM
Montants en F CFA TTC	14 998 360	1 364 080	14 975 144	14 990 720
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√			
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 28 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE PROPRETE DE 2 IMMEUBLES SISE A FANN (D.I.F.D.H.P) R+3	DRP N° 30 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DES COUPES ET JEUX DE MAILLOTS DE LUXE	DRP N° 31 FOURNITURE DE ROULEAUX FILMS ALIMENTAIRES DE 50 METRES ET DE PRODUITS ANTISEPTIQUES DESINFECTANTS	DRP N° 32 PRESENTATION D'EXTENSION D'UN LOGICIEL ETALAGE SUR UN RESEAU INTERNET
Nature	Travaux		Fourniture	Prestation de service
Attributaires	CATS GIE	PRESS HIGH-TECH	DAMEL TRADING	LE WAMO
Montants en F CFA TTC	14 999 983	4 989 630	14 632 000	11 999 998
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement	√			
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 du NCMP portant sur la procédure des prestations intellectuelles				√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 37 ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL INFORMATIQUE	DRP N° 38 PRODUITS D'ENTRETIEN	DRP N° 41 DEPLIANTS PLASTIFIES EN QUADRI PLUS PHOTOS	DRP 42 N° POSE DE RIDEAUX
Nature	Prestation de service	Fourniture	Fourniture	
Attributaires	GIE DIMAT	GIE DIMAT	GIE ALOUCH	KEUR KHADIM
Montants en F CFA TTC	613 600	412 764	14 396 000	9 439 976
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés				√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 44 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE PROPRETE DES LOCAUX ET COLLECTE DES DECHETS ET ENCOMBRANTS	DRP N° 45 REMISE EN ETAT DES LOCAUX DESINFECTION DESINSECTISATION ET DERATISATION	DRP N° 51 REPARATION DU VEHICULE AD 9188
Nature	Travaux	Travaux	Prestation de service
Attributaires	LOC-SET SURL	LOC-SET SURL	G.I.E. ALOUCH
Montants en F CFA TTC	2 439 650	2 201 000	2 005 000
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement	√	√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√		√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√

Description	DRP N° 59 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	DRP N° 65 SUPPORT DE COMMUNICATION ET REALISATION DES BANDEROLES	DRP N° 71 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DE LA SALLE DE CONFERENCE	DRP N° 72 FORMATION ATELIER ET PAUSE CAFE
Nature	Fourniture	Fourniture	Travaux	
Attributaires	GIE DIMAT	ABBEL	Touba Santé	AÏMA SUARL
Montants en F CFA TTC	205 320 F CFA	826 000	6 112 400	826 000
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 72 REPARATION DE PORTES ET DE FENETRES	DRP N° 81 DIVERS PRESTATIONS DE SERVICES	DRP N° 82 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	DRP N° 83 FOURNITURES DE BUREAU
Nature	Prestation de service	Prestation de service	Fourniture	Fourniture
Attributaires	Touba Santé	NETAO	Touba Santé	AIMA SUARL
Montants en F CFA TTC	3 996 660	980 000	249 004	413 000
Violation de l'article 8 des directives de l'UEMOA sur les sanctions des candidats et soumissionnaires			√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 88 SEMINAIRE	DRP N° 92 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	DRP N° 100 CENT MAGAZINE MENSUEL
Nature	Prestation intellectuelle	Fourniture	Fourniture
Attributaires	SERVICE APPROVISIONNEMENT FOURNITURE	SGTT	ABBEL
Montants en F CFA TTC	3 137 620	1 157 580	413 000
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE RURALE

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE PROPOSITIONS

Description	DP N° 09/2009/PUHHA/DHR (MARCHE N° C0709/10) : ETUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE ET ETUDES DETAILLEES, D'ELABORATION DE DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES, DE CONTROLE ET SUPERVISION DES TRAVAUX POUR LA COMPOSANTE HYDRAULIQUE RURALE DANS LES REGIONS DE SAINT LOUIS, MATAM ET DEPARTEMENT DE BAKEL	DP N° C0759/10 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA MISSION DE SUPERVISION ET DE CONSTRUCTION DES TRAVAUX DE REALISATION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	DP PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU DU SENEGAL (PAGIRE)
Nature	Prestation intellectuelle		
Attributaires	HYDRO CONSULT	Groupement SONED- AFRIQUE/HYDROPLANTE	Groupe IDEV – ic/COWI
Montants en F CFA TTC	689 281 000	810 669 435 F CFA TTC	424 192 282
Violation de l'article 4 du CMP relatif à la terminologie			√
Violation des dispositions relatives à l'article 34 des directives de l'UEMOA portant sur les procédures spécifiques aux prestations intellectuelles	√		
Violation de l'article 79 du CMP relatif aux procédures spécifiques au marché de prestations intellectuelles	√	√	√
Violation des dispositions relatives aux articles 83, 84 et 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information		√	√

des candidats			
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√

MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

Description	AOI N° 03/MUHHA/DHR/09 DU 10 JUIN 2009 TRAVAUX ET FOURNITURES POUR L'EXECUTION DU PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LOCALITES DE LA ZONE DU GOROM- LAMPSAR	APPEL D'OFFRES POUR LA REALISATION DE CINQ (05) NOUVEAUX PIEZOMETRES AU ROTARY ET LA REHABILITATION DE 10 PIEZOMETRES EXISTANTS DANS LES REGIONS DE DIOURBEL, KAOLACK, MATAM, KOLDA ET TAMBOUNDA (LE MARCHE FIGURE DANS LE PLAN DE PASSATION DE MARCHES)	APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE QUATRE VEHICULES PICK UP 4X4 ET UN VEHICULE DE LIAISON AVEC UN LOT DE PIECES DE RECHANGE	APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS TECHNIQUE ET MATERIELS INFORMATIQUES
Nature	Travaux et Fourniture			Fourniture
Attributaires	Lots 1 et 2 : SVTP/GC (Sénégalaise de Voierie de Travaux Publics et de Génie Civil)	Société CSL Sénégal	Espace Auto	SOFIDIS SARL (lot 1) SGT LE TAIF (lot 2)
Montants	Lot 1 : 1 850 688 647 F CFA HT/HD Lot 2 : 1 988 045 784 F CFA HT/HD	193 380 000 F CFA	48 401 170 F CFA HT HD	Lot 1: 127 970 000 HT HD Lot 2: 2 790 000 HT HD
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie		√		√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP			√	
Violation des articles 43, 45 et 46			√	

NCMP sur l'accès à la commande publique				
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation			√	
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres			√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√			
Violation de l'article 81 de la directive de l'UEMOA relatif à la publication de l'avis d'attribution			√	
Violation de l'article 82 du CMP portant sur les autres formes de garanties		√		
Violation de l'article 83 du CMP relatif à la notification du marché	√	√		
Violation de l'article 84 du CMP quant à l'information des candidats écartés	√	√		
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	DRP CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DU PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LOCALITES DE LA ZONE DU GOROM LAMPSAR
Nature	
Attributaires	BETER
Montants en F CFA TTC	24 485 000 (20 750 000 HT)
Violation de l'article 65 des directives de l'UEMOA sur l'information des soumissionnaires	√
Violation des articles 65 du NCMP sur les AO infructueux ou sans suite	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√

DIRECTION DE LA GESTION DU PATRIMOINE BATI (DGPB)

MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

Description	AO N° 01/DGPB/2009 AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS (10 lots)	AO N° 02/NET/DGPB/2009 NETTOIEMENT ET DESINFECTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	APPEL D'OFFRES RESTREINT N° 003/AOR/DGPB/2009 FOURNITURE ET POSE D'ASCENSEURS ET DE GROUPE ELECTROGENES DE SECOURS POUR LES IMMEUBLES ADMINISTRATIFS
Nature	Travaux	Prestation de service	Fourniture
Attributaires	GIE SCT, PRESS HIGH TECH, GIE THIAYTOU, SERVICES PLUS, IDEAL CONCEPT, BAT PRES, CDES, ATEX, GIE PRESTA-FET	ERE (Entreprise Rufisquoise d'Electricité)	BF Trading & Services (lot 1) Sahel Trading SA (lot 2)
Montants en F CFA TTC	850 000 000	30 782 016	Lot 1: 77 644 000 F CFA TTC Lot 2: 167 781 250 F CFA TTC
Violation de l'article 4 portant CMP sur la terminologie	√	√	
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres			√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	DRP N° 01 PRODUITS D'ENTRETIEN	DRP N° 02 MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	DRP N° 03 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	DRP N° 04 AUTRES FOURNITURES (POTS DE FLEURS)
Nature	Fourniture	Fourniture	Fourniture	Fourniture
Attributaires	MAYORO THIAM	PRESS HIGH TECH	DAMEL TRADING	PRESS HIGH TECH
Montants en F CFA TTC	753 784	10 000 000 Maximum Montant de la facture pro forma : 4 985 500	7 500 000 Maximum Montant de la facture : 3 482 298	1 291 864
Violation de l'article 4 portant CMP sur la terminologie	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√	√	√

Description	DRP N° 05 FOURNITURES DE BUREAU	DRP N° 001 : MAINTENANCE ET ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE (DE L'IMMEUBLE ROSE)	DRP N° 2 : MAINTENANCE ET LA FOURNITURE DE PIECES DETACHEES POUR L'ASCENSEUR DU BLOC III DE L'IMMEUBLE ROSE	DRP N° 3 : POUR LA FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GROUPES ELECTROGENES DE 40 ET 60 KVA
Nature	Fourniture	Prestation de service	Prestation de service	Fourniture
Attributaires	DAKAR FOURNITURES ET SERVICES	Entreprise ABDOU NDOYE	BF TRADING & SERVICES	BF TRADING & SERVICES
Montants en F CFA TTC	1 443 494	24 496 800	12 553 999	23 979 960
Violation de l'article 4 portant CMP relatif à la terminologie	√			
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Se conformer au système d'archivage	√	√	√	√

des documents de marchés				
--------------------------	--	--	--	--

Description	DRP N°4 : LA FOURNITURE DE GROUPE ELECTROGENE POUR LA DCMF	DRP N°5 : LA MAINTENANCE ET LA FOURNITURE DE PIECES DETACHEES POUR L'ASCENSEUR DU BLOC 1, DE L'IMMEUBLE ROSE	DRP N°6 : LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE DE L'IMMEUBLE PASTEUR	DRP N°7 : L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS D'IMMEUBLES ADMINISTRATIFS	DRP N°8 : LA FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GROUPES ELECTROGENES (40 et 60 KVA)
Nature	Fourniture	Prestation de service	Prestation de service	Prestation de service	Fourniture
Attributaires	BF TRADING & SERVICES	BF TRADING & SERVICES	DELTA GROUP INTERNATIONAL (DGI)	SAHEL TRADING	BF TRADING & SERVICES
Montants en F CFA TTC	13 949 960	11 210 000	7 449 340	14 396 000	10 596 400
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√	√	√	
Se conformer au système d'archivage des documents de marchés	√	√		√	√

DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE (DEM)**MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES**

Description	AO N° 001/MUHHA/DEM/09 du 6/07/09 : PROJET D'ACQUISITION DE MATERIELS D'EXHAURE, D'ATELIERS DE FORAGE ET EQUIPEMENTS TECHNIQUES (PAMAF) AU SENEGAL	AO N° 002/MUHHA/DEM/09 : LA FOURNITURE DE CAMIONS- GRUES ET DE VEHICULES ET PICK-UP
Nature	Fourniture	Fourniture
Attributaires	Lots 1 et 2 : KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED	Lots 3 et 4: TATA MOTORS AFRICA
Montants en F CFA TTC	6 025 000 000	
Violation de l'article 3 relatif aux accords de financement	√	√
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 11 du NCMP portant sur les pièces constitutives	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 84 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats		√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;

- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
-

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHÉS

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique (MHCH) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la

capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et

subséquentement application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du MHCH a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 09 février 2009 N°01131/MUHHHA/DAGE. Ainsi, la Commission des Marchés, régulièrement constituée pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009 et nous n'avons par ailleurs aucune trace de la transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires ou d'information des soumissionnaires non retenus au termes des procédures de sélection.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 19 juin 2009.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP et nous n'avons par ailleurs pas trouvé dans les dossiers de passation des marchés les documents relatifs à leur exécution financière.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont pas été établies et signées en 2009** en violation de l'article 35 du décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés du MHCH, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

A la suite des révisions du budget, plusieurs révisions du PPM ont été opérées en cours d'exercice et transmises à la DCMP. Le PPM est présenté dans le format défini par la DCMP et comporte les estimations de coûts.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » en la date du 28 janvier 2009. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence et à présenter des dossiers frauduleux.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU MHCH

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés au MHCH sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MHCH EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Ministre de l'Habitat
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

4.2. EXAMEN DES MARCHES

L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence et à présenter des dossiers frauduleux.

4.2.1. PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	7	11 117 057 617	7	11 117 057 617	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	1	245 425 250	1	245 425 250	100%	100%
Demande de Proposition (DP)	3	1 924 142 717	3	1 924 142 717	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	45	363 229 297	45	363 229 297	100%	100%
Entente directe (ED)						
Avenant						
TOTAL	56	13 649 854 881	56	13 649 854 881	100%	100%

La répartition des marchés présentés et couverts se présente comme suit :

4.2.2. DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT

Les marchés transmis et revus pour la DAGE se présentent comme suit :

	DAGE	
	Nbre	Valeur
Demandes de renseignements et de prix (DRP)	30	200 675 881
TOTAL	30	200 675 881

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 04 ACQUISITION DE MATERIEL DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	SGTT, NDINDY MULTI SERVICES, ETS TAÏF MULTISERVICES IMPORT-EXPORT, TSMA et NTD
Attributaire	SGTT
Montant du marché en TTC	14 667 400
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Sur les 5 factures pro forma, 4 sont établies le 12 janvier 2009, la dernière le 4 février 2009 et le procès verbal d'attribution le 20 février 2009. En l'absence des lettres de saisine nous ne sommes pas en mesure de connaître la date initialement prévue pour l'ouverture des plis, et donc si les plis ont été ouverts immédiatement après l'expiration de la date limite de dépôt des offres ou non.</p> <p>Par ailleurs, les factures pro forma produites par les soumissionnaires présentent de</p>

	nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion.
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à procéder à l'ouverture des plis en séance publique, immédiatement à l'expiration de la date limite de dépôt des offres</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 05 FOURNITURE ET POSE DE BACHE POUR LA COUVERTURE DU PARKING	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Nombre d'offres reçues	SSBS, GIE SMAS, GIE AEC, SUPER ASTRE et EGN AMPERE
Attributaire	SSBS
Montant du marché en TTC	14 665 040
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>En l'absence des lettres de saisine nous ne sommes pas en mesure de connaître la date initialement prévue pour l'ouverture des plis, et donc si les plis ont été ouverts immédiatement après l'expiration de la date limite de dépôt des offres ou non.</p> <p>Par ailleurs, les factures pro forma produites par les soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion (les mêmes fautes d'orthographe et /ou de grammaire sont retrouvées sur toutes les offres, les montants suivent parfois des progressions arithmétiques de raisons fixes).</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à procéder à l'ouverture des plis en séance publique, immédiatement à l'expiration de la date limite de dépôt des offres</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 13 TRAVAUX DE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX DU MINISTERE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	LES 3 TAMARINS, ETS AMADOU MBODJI, E TRA GEP, ENTREPRISE MBENGUE ET FILS, GIE DEVELOPPEMENT INTEGRE (source : tableau comparatif des offres)
Attributaire	LES 3 TAMARINS
Montant du marché en TTC	14 368 978
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché, de même que les factures pro forma et les attestations de services faits</p> <p>En l'absence de ces pièces dans le dossier de marché, nous ne sommes pas en mesure de formuler une opinion sur la conformité de la procédure de passation du marché à la réglementation ni sur la réalité des prestations.</p> <p>Par ailleurs la présente DRP concerne des prestations similaires à celles ciblées par la DRP N° 44 (Travaux de remise en état de propreté des locaux et collecte des déchets encombrants), par la DRP N° 45 (remise en état des locaux, désinfection, désinsectisation et dératization) et par la DRP N° 28 (travaux de remise en état de propreté de 2 immeubles sis à Fann). Ces 4 DRP représentent un coût cumulé de 34 009 611 FCFA, montant largement au dessus du seuil de passation d'un marché de services.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.</p>

Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Eviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 20 FOURNITURES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	GIE ALOUCH, SIPREX, MT SERVICES, CDA et BODIS
Attributaire	GIE ALOUCH
Montant du marché en TTC	14 199 974
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché, nous empêchant de connaître l'étendue et les caractéristiques des fournitures ciblées.</p> <p>Les 5 factures pro forma, qui présentent des similitudes troublantes, ont été établies le 10 février 2009 et le procès verbal d'attribution le 12 mars 2009 soit un mois plus tard.</p> <p>En l'absence des lettres de saisine nous ne sommes pas en mesure de connaître la date initialement prévue pour l'ouverture des plis, et par conséquent si les plis ont été ouverts immédiatement après l'expiration de la date limite de dépôt des offres ou non.</p> <p>Nous notons par ailleurs que le GIE ALOUCH, attributaire de ce marché de fournitures de bureau, est également attributaire d'un marché de fournitures d'imprimerie (dépliants en quadri plus photos - DRP N° 41) et d'un marché de réparation de véhicules (DRP N° 51). La présence de cette entreprise dans des listes restreintes concernant des prestations de natures différentes est surprenante. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de</p>

	DRP, l'article 77 du CMP y relatif, dispose bien que l'autorité contractante « doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ». Ceci suppose que la liste restreinte doit être composée d'entreprises spécialisées dans les prestations ciblées.
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à procéder à l'ouverture des plis en séance publique, immédiatement à l'expiration de la date limite de dépôt des offres</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 21 MATERIEL DE PROPLETE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Nombre d'offres reçues	ITM, SIMPEX SARL, AFRIC TRADING, INTERNATIONAL PUBLIC SERVICE et PROCOM
Attributaire	ITM
Montant du marché en TTC	14 998 360
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché de même que les dossiers relatifs à la réception des achats et l'exécution financière du contrat</p> <p>Les 5 factures pro forma produites par les soumissionnaires ont été établies le 09 février 2009 et le procès verbal d'attribution le 12 mars 2009 soit plus d'un mois plus tard.</p> <p>En l'absence des lettres de saisine, de factures et procès verbaux de réception nous ne sommes pas en mesure de connaître ni la date initialement prévue pour l'ouverture des plis, et donc si les plis ont été ouverts immédiatement après l'expiration de la date limite de dépôt des offres ou non, ni sur l'effectivité des prestations et leur exécution conforme au contrat.</p> <p>Par ailleurs, les offres qui présentent de nombreuses similitudes suivent, pour certaines d'entre elles, une progression arithmétique de raison fixe. En outre, à l'exception de l'offre de l'attributaire qui avoisine le seuil des AO (à 1 640 F CFA du seuil des AO), toutes les autres offres dépassent le seuil de passation de marché de fournitures par AO. Il s'agit d'une coïncidence, surprenante de la part de fournisseurs bien au fait des procédures de passation de marchés et des seuils applicables.</p>

Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à procéder à l'ouverture des plis en séance publique, immédiatement à l'expiration de la date limite de dépôt des offres</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 22 REPARATION ET DEBOUCHAGE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	
Délai de préparation des offres	
Fournisseurs consultés	
Nombre d'offres reçues	NETAO, OTICS, GEMEX, CEEDU et ECREL
Attributaire	NETAO
Montant du marché en TTC	1 364 080
Date de notification	
Non conformités	<p>Les factures pro forma ont été établies entre le 3 et le 10 février et le procès verbal d'attribution le 12 mars 2009, soit un mois plus tard.</p> <p>Les mêmes fautes d'orthographe et de grammaire figurent sur les 5 factures pro forma laissant entrevoir que lesdites offres ont été préparées par la même source ou des sources liées. Ces constats sont caractéristiques d'une collusion orchestrée soit par les soumissionnaires, soit par l'autorité contractante elle-même. La récurrence de ce constat au niveau de la DAGE est un indice de risque inhérent extrêmement important qui impacte négativement et de manière significative la conformité des opérations de passation des marchés. Il n'y a par conséquent pas eu de réelle concurrence pour la passation de cette commande, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 25 FOURNITURE DE SANITAIRES	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE, AMAC SERVICE, CATS GIE, DAM EQUIP et SOFEXISS
Attributaire	SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE
Montant du marché en TTC	14 975 144
Date de notification	-
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Aucune des cinq factures pro forma, présentant par ailleurs de nombreuses similitudes, n'est datée. Ce manquement laisse la porte ouverte à une utilisation abusive des mêmes factures pro forma, notamment pour la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés</p> <p>En outre, à l'exception de l'offre de l'attributaire, toutes les autres soumissions sont de montants supérieurs au seuil de passation des marchés de fournitures par AO. Ceci est surprenant de la part de fournisseurs bien au fait des procédures de passation de marchés et a fortiori des seuils applicables.</p> <p>Les constats ci – avant constituent des indices caractéristiques d'une collusion de la part des soumissionnaires ou d'une fraude organisée par l'Autorité Contractante.</p> <p>Aucune pièce relative à l'exécution financière ne figure dans le dossier de marché.</p>

Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 26 POSE DE FENETRE COULISSANTE ET MOUSTIQUAIRE AVEC VERRE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	-
Délai de préparation des offres	-
Nombre d'offres reçues	SICOM, DAM EQUIP, AMAC SERVICE, CATS GIE et SOFEXISS
Attributaire	SICOM
Montant du marché en TTC	14 990 720
Date de notification	
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Aucune des cinq factures pro forma, présentant par ailleurs de nombreuses similitudes, n'est datée. Ce manquement laisse la porte ouverte à une utilisation abusive des mêmes factures pro forma, notamment pour la régularisation de marchés déjà exécutés</p> <p>Les offres financières suivent une progression arithmétique de raison 500 F CFA et 1 000 F CFA. Seule l'offre du soumissionnaire attributaire est inférieure au seuil de passation de marché pour fournitures, ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés.</p> <p>Ces constats sont caractéristiques d'une collusion de la part des soumissionnaires. Il n'y a donc pas eu de réelle concurrence pour la passation de cette commande, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 28 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE PROPRETE DE 2 IMMEUBLES SIS A FANN (D.I.F.D.H.P) R+3	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	Néant
Délai de préparation des offres	Néant
Nombre d'offres reçues	CATS GIE, S.I.C, SOFEXISS, AMAC SERVICE, S.D.S
Attributaire	CATS GIE
Montant du marché en TTC	14 999 983
Date de notification	
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché, les attestations de services faits non plus.</p> <p>Les 5 factures pro forma n'ont pas de date, ne sont pas numérotées, ne portent pas de référence de la lettre d'invitation à soumissionner.</p> <p>Ce manquement laisse la porte ouverte à une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma notamment pour la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés ou de marchés fictifs puisque les dossiers ne comportent aucune information sur l'exécution des prestations.</p> <p>En outre, seule l'offre de l'attributaire est inférieure au seuil de passation de marché de fournitures (à 16 F CFA près), ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés.</p> <p>Nous relevons plusieurs indices d'une collusion entre soumissionnaires.</p> <p>Par ailleurs la présente DRP concerne des prestations similaires à celles ciblées par la DRP N° 44 (Travaux de remise en état de</p>

	<p>propreté des locaux et collecte des déchets encombrants), la DRP N° 13 (travaux de nettoyage et d'entretien des locaux du Ministère) et la DRP N° 45 (remise en état des locaux, désinfection, désinsectisation et dératisation). Ces 4 DRP représentent un coût cumulé de 34 009 611 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de services.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à éviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 30 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DES COUPES ET JEUX DE MAILLOTS DE LUXE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	Néant
Délai de préparation des offres	Néant
Fournisseurs consultés	Non spécifié
Nombre d'offres reçues	PRESS HIGH-TECH, SERIGNE MBODJ, G.I.E. L'UNION, PAPA MODOU DIOP, ETS TOUBA GUEDE
Attributaire	PRESS HIGH-TECH
Montant du marché en TTC	4 989 630
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Les 5 factures pro forma n'ont pas de date, ni de référence de la lettre d'invitation. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 31 FOURNITURE DE ROULEAUX FILMS ALIMENTAIRES DE 50 METRES ET DE PRODUITS ANTISEPTIQUES DESINFECTANTS	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Date de dépôt des offres	
Délai de préparation des offres	
Fournisseurs consultés	Non spécifié
Nombre d'offres reçues	DAMEL TRADING, ANSAR AFFAIRES MULTI SERVICES, KHADIM DIAKHATE, ETS ANTA DIOP et EGTF
Attributaire	DAMEL TRADING
Montant du marché en TTC	14 632 000
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma. A l'exception de l'offre de l'attributaire du marché, 3 offres dépassent le seuil des appels d'offres, ce qui est surprenant de la part de fournisseurs au fait des procédures de passation de marchés.</p> <p>Le premier Procès verbal de dépouillement est établi le 20 février 2009. Sur ce PV, l'offre d'INFORAM@TECH est retenue pour 14 632 000 F CFA. La DRP a été annulée pour des raisons non expliquées. C'est sur le second Procès verbal de dépouillement du 5 juin 2009 que l'offre de DAMEL TRADING a été retenue pour le même montant suite à une confection de 5 autres factures pro forma qui présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion.</p> <p>Il est étonnant que le montant de l'offre de l'attributaire soit rigoureusement identique à celle du fournisseur classé premier dans la consultation</p>

	annulée, ceci d'autant plus que les listes restreintes sont différentes.
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 32 EXTENSION D'UN LOGICIEL ETALAGE SUR UN RESEAU INTERNET	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	LE WAMO, KOROMAK ELECTRONIQUE, INTEL INFORMATIQUE, EIN INTERNATIONAL et CENTRAL INFORMATIC
Attributaire	LE WAMO
Montant du marché en TTC	11 999 998
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Sur les 5 factures pro forma, seules 2 sont datées le 11 mai 2009. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p> <p>L'objet du marché tel qu'indiqué dans le procès verbal d'attribution consiste en une « Présentation d'extension d'un logiciel étalage sur un réseau internet ». Au-delà de la mauvaise appréhension de la nature des prestations par ceux qui sont censés évaluer les offres, il convient de signaler qu'il s'agit d'une prestation intellectuelle devant donner lieu à la rédaction de termes de référence par l'AC, de préparation, par les soumissionnaires, de propositions techniques séparées des propositions financières et d'évaluation en deux étapes. En lieu et place, ce sont des factures pro forma sommaires qui ont été produites par des soumissionnaires de prime abord non qualifiés pour ce type de prestations. En guise d'évaluation, le DAGE a produit un tableau comparatif de prix comme s'il s'agissait d'acheter des bics ou des crayons . L'examen des offres des soumissionnaires laisse entrevoir une collusion manifeste avec pour résultat l'absence de concurrence dans le cadre de la passation du marché.</p> <p>Le fournisseur EIN INTERNATIONAL n'a pas de registre de commerce.</p>

Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux dispositions de la réglementation en matière de passation de marchés de prestations intellectuelles</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 37 ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL INFORMATIQUE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	GIE DIMAT, GIE LAMTORO, LIBRAIRIE WAKEUR OMAR TALL, BICSO et GROUPOO
Attributaire	GIE DIMAT
Montant du marché en TTC	613 600
Non conformités	<p>La date des factures pro forma (10 et 11 février 2009) y est portée à la main avec la même écriture. Le procès verbal d'attribution a été établi 3 mois plus tard, soit le 26 mai 2009. Ces factures pro forma établies, pour certaines, par la même source ont été produites pour ce qui semble être une opération de régularisation au regard du système de datation. La facture pro forma produite par la Librairie Wakeur Omar TALL ne comporte ni N° de Registre de Commerce, ni NINEA.</p> <p>Nous relevons que l'attributaire du présent marché est aussi attributaire de la fourniture de produits d'entretien (eau de Javel, COTOL, etc.) dans le cadre de la cadre de la DRP N° 38 (Produits d'entretien). Il s'agit de 2 prestations de natures très différentes, alors que la mise en œuvre de la procédure de DRP préconise que la liste restreinte soit composée de prestataires spécialisés dans le domaine d'intervention.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des prestataires spécialisés dans les interventions ciblées.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 38 PRODUITS D'ENTRETIEN	
Nombre d'offres reçues	GIE DIMAT, GROUPOO, BABA GUEYE, ETS MEHAMADOU DIOP et DIAGNE OMAR
Attributaire	GIE DIMAT
Montant du marché en TTC	412 764
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>De nombreux indices de collusion ont été identifiés lors de l'examen des factures pro forma.</p> <p>Nous relevons par ailleurs que l'attributaire du présent marché est aussi attributaire d'un marché d'entretien et de réparation de matériel informatique dans le cadre de la DRP N° 37. Il s'agit de 2 prestations de natures très différentes, alors que la mise en œuvre de la procédure de DRP préconise que la liste restreinte soit composée de prestataires spécialisés dans le domaine d'intervention.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des prestataires spécialisés dans les interventions ciblées.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 41 DEPLIANTS PLASTIFIES EN QUADRI PLUS PHOTOS	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	GIE ALOUCH, IMPRIMERIE PAPETERIE MAINTENANCE ET FOURNITURES GENERALES, TYPORAPIDE, NOUVELLE IMPRIMERIE ET PAPETERIE DU CENTENAIRE et CONSORTIUM AFRICAINE DE DISTRIBUTION
Attributaire	GIE ALOUCH
Montant du marché en TTC	14 396 000
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>L'examen des factures pro forma nous a permis d'identifier des indices d'une collusion entre les fournisseurs.</p> <p>Nous relevons par ailleurs que le GIE ALOUCH, attributaire de ce marché de fournitures de dépliants en quadri plus photos (matériel d'imprimerie), est également attributaire d'un marché de fournitures de bureau (DRP N° 20) et d'un marché de réparation de véhicule (DRP N° 51). La présence de cette entreprise dans des listes restreintes concernant des prestations de natures différentes est surprenante. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, L'article 77 du CMP y relatif, dispose bien que l'autorité contractante « doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ». Ceci suppose que la liste restreinte doit être composée d'entreprises spécialisées dans les prestations ciblées.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de</p>

	<p>marchés</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP 42 N° POSE DE RIDEAUX	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	KEUR KHADIM, KIKI, ETS WELLY, RIALTO-PROMO et MAME ADAMA NGOM
Attributaire	KEUR KHADIM
Montant du marché en TTC	9 439 976
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché pour connaître l'étendue des travaux.</p> <p>Les 5 factures pro forma sont établies entre le 5 et le 11 mars 2009 alors que le procès verbal d'ouverture des plis est daté du 3 avril 2009.</p> <p>Les 5 soumissionnaires n'ont pas utilisé les mêmes critères de facturation.</p> <p>Ceci résulte d'une imprécision dans les spécifications du marché.</p> <p>Des similitudes ont été identifiées entre les factures de Mame Diarra Ngom et Rialto Promo qui a par ailleurs la même adresse que les Etablissements Wely</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à énoncer les spécifications des marchés avec précision afin de s'assurer l'obtention d'offres comparables</p> <p>Bannir les pratiques collusives dans la mise en œuvre des opérations de passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 44 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE PROPRETE DES LOCAUX ET COLLECTE DES DECHETS ET ENCOMBRANTS	
Nombre d'offres reçues	TSMA, LOC-SET SURL, ETOILE ALLUMINIUM, MIKE DISTRIBUTION, INTERNATIONAL EQUIPEMENT
Attributaire	LOC-SET SURL
Montant du marché en TTC	2 439 650
Non conformités	<p>Les factures pro forma n'ont pas été détaillées avec indication des prix unitaires. Ce manquement laisse ouvert la porte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p> <p>Par ailleurs la présente DRP concerne des prestations similaires avec la DRP N° 45 (Remise en état des locaux, désinfection, désinsectisation et dératisation), la DRP N° 13 (travaux de nettoyage et d'entretien des locaux du Ministère) et la DRP N° 28 (travaux de remise en état de propreté de 2 immeubles sis à Fann). Ces 4 DRP représentent un coût cumulé de 34 009 611 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de services.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	Veiller à éviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 45 REMISE EN ETAT DES LOCAUX, DESINFECTION, DESINSECTISATION ET DERATISATION	
Nombre d'offres reçues	LOC-SET SURL, HAMDY MULTI SERVICES, ETOILE ALUMINIUM, MIKE DISTRIBUTION et INTERNATIONAL EQUIPEMENT.
Attributaire	LOC-SET SURL
Montant du marché en TTC	2 201 000
Non conformités	<p>Seules 2 des 5 factures pro forma sont datées respectivement les 3 et 6 mars 2009 alors que le procès verbal de dépouillement est établi le 31 mai 2009 plus de 56 jours après.</p> <p>Seule l'offre du soumissionnaire attributaire du marché fait une description des locaux, des travaux à réaliser et les moyens à mettre en œuvre là où les autres proposent un montant global forfaitaire pour le marché. HAMDY MULTI SERVICES n'a pas de registre de commerce.</p> <p>Par ailleurs la présente DRP concerne des prestations similaires à celles ciblées par la DRP N° 44 (Travaux de remise en état de propreté des locaux et collecte des déchets encombrants), la DRP N° 13 (travaux de nettoyage et d'entretien des locaux du Ministère) et la DRP N° 28 (travaux de remise en état de propreté de 2 immeubles sis à Fann). Ces 4 DRP représentent un coût cumulé de 34 009 611 FCFA, soit largement au dessus du seuil de passation d'un marché de services.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement, en violation des dispositions du CMP.</p>
Recommandations	Eviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 51 REPARATION DU VEHICULE AD 9188	
Nombre d'offres reçues	G.I.E. ALOUCH, COURA-AUTO, IMPRIMERIE PAPETERIE, AD SERVICE, GARAGE DE LA TERANGA
Attributaire	G.I.E. ALOUCH
Montant du marché en TTC	2 005 000
Non conformités	<p>Nous avons identifié parmi les soumissionnaires une imprimerie papeterie pour des prestations de réparation de véhicule illustrant encore les incongruités déjà signalées dans la constitution des listes restreintes.</p> <p>Nous relevons également que le GIE ALOUCH, attributaire de ce marché de réparation de véhicule, est également attributaire d'un marché de fournitures de bureau (DRP N° 20) et d'un marché de fournitures de dépliant en quadri plus photos (matériel d'imprimerie) (DRP N° 41). La présence de cette entreprise dans des listes restreintes concernant des prestations de natures différentes est surprenante. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, L'article 77 du CMP y relatif, dispose bien que l'autorité contractante « doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ». Ceci suppose que la liste restreinte doit être composée d'entreprises spécialisées dans les prestations ciblées (une imprimerie papeterie figure dans la liste restreinte).</p>
Recommandations	Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées
Commentaires de l'Autorité	

Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 59 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Nombre d'offres reçues	GIE DIMAT, ETS MEHAMADOU DIOP, LIBRAIRIE WAKEUR OMAR F. TALL, GIE LAMTORO et GROUPOO SARL
Attributaire	GIE DIMAT
Montant du marché en TTC	205 320 F CFA
Non conformités	<p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des indices faisant entrevoir une collusion.</p> <p>Le soumissionnaire Librairie Wakeur Omar F. Tall n'a ni registre de commerce ni Ninéa.</p> <p>Nous relevons que l'attributaire du présent marché est aussi attributaires d'un marché de fournitures de produits d'entretien (Eau de Javel, COTOL, etc.) dans le cadre de la DRP N° 38. Il s'agit de 2 prestations de natures très différentes, alors que la mise en œuvre de la procédure de DRP préconise que la liste restreinte soit composée de prestataires spécialisées dans le domaine d'intervention.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 65 SUPPORT DE COMMUNICATION ET REALISATION DES BANDEROLES	
Nombre d'offres reçues	ABBEL, OTICS, GEMEX, CAMFA et ECREL
Attributaire	ABBEL
Montant du marché en TTC	826 000
Non conformités	<p>Le terme « BANDERAULES » est utilisé par les 5 soumissionnaires, ce qui laisse entrevoir une collusion flagrante. Ce même constat ressort au niveau de «ARRETER LA PRESENTE FACTURE A LA SOMME DE UN MILLIONS... ». Le même séparateur des milliers (un point) est utilisé sur les 5 factures pro forma avec des caractères en majuscule. Le même numéro de téléphone portable figure sur les factures pro forma de ABBEL et du GROUP OTICS.</p> <p>Il s'agit de preuves évidentes de fraude et de collusion.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques frauduleuses et collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 71 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DE LA SALLE DE CONFERENCE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	TOUBA SANTE, DSPS, GIE LA MINE D'OR, GIE JOOKOO SERVICES, UNITECH
Attributaire	TOUBA SANTE
Montant du marché en TTC	6 112 400
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier de nombreux indices de collusion qui laissent entrevoir une procédure simulée.</p> <p>Par ailleurs, le nombre de tables facturées ne correspond pas au nombre de tables installées dans la salle de conférence. S'y ajoute qu'en lieu et place de la peinture à huile facturée anormalement au forfait (idem pour le décapage et le carrelage), c'est plutôt de la peinture à eau qui a été appliquée aux murs de la salle. L'exécution de la prestation n'est par conséquent pas conforme aux engagements.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à s'assurer de l'exécution des marchés en conformité avec les engagements contractuels.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 72 FORMATION ATELIER ET PAUSE CAFE	
Nombre d'offres reçues	AÏMA SUARL, ETS NGOM ET FRERE, BA.CO.TRAM, GIE LA PROVIDENCE et LIAISON 2000
Attributaire	AÏMA SUARL
Montant du marché en TTC	826 000
Non conformités	<p>Sur les 5 factures pro forma, seule celle de l'attributaire est daté (4 août 2009). Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p> <p>L'objet de la Formation atelier et pause café ne ressort sur aucun des documents du dossier de marché ; ni les TDR, ni un rapport sur la formation ne nous ont été transmis.</p> <p>Par ailleurs, nous relevons que les prestataires ciblés ne sont ni des établissements hôteliers, ni des traiteurs, ni des établissements de formation, ni des consultants. Nous estimons qu'une activité intitulée « Formation, atelier et pause café » devrait relever des métiers précités.</p> <p>Pour preuve l'attributaire de la présente commande est aussi attributaire d'un marché de fournitures de bureau dans le cadre de la DRP N° 83.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 72 REPARATION DE PORTES ET DE FENETRES	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	TOUBA SANTE, DSPS, GIE LA MINE D'OR, GIE JOOKOO SERVICES et UNITECH
Attributaire	TOUBA SANTE
Montant du marché en TTC	3 996 660
Non conformités	<p>Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de relever des indices de collusion en violation des règles de transparence.</p>
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 81 DIVERSES PRESTATIONS DE SERVICES	
Nombre d'offres reçues	NETAO, CEEDU, CAMFA, VIDAL INTER-FACE et GEMEX
Attributaire	NETAO
Montant du marché en TTC	980 000
Non conformités	<p>Le fournisseur attributaire du marché propose une facture pro forma qui détaille les prestations à effectuer en donnant les prix, alors que les 4 autres fournisseurs donnent simplement un montant forfaitaire global pour les services. De plus la même faute d'orthographe est répétée sur les 5 facture pro forma « ENSEMBLE » et « MANGASINS » .</p> <p>Il s'agit là de preuves évidentes de fraude et de collusion.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques frauduleuses et collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 82 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Nombre d'offres reçues	AIMA SUARL, ASTPCI, Etablissement NGOM & FILS, ESTCI et GIE LA PROVIDENCE
Attributaire	AIMA SUARL
Montant du marché en TTC	249 004
Non conformités	L'examen des offres a permis de noter des indices de collusion et une surfacturation des clés USB (4 Giga achetés le double du prix du marché et le triple pour la clé 2 Giga)
Recommandations	Veiller au respect du principe d'économie
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 83 FOURNITURES DE BUREAU	
Nombre d'offres reçues	AIMA SUARL, Etablissement NGOM & FILS, ASTPCI, ESTCI et GIE LA PROVIDENCE
Attributaire	AIMA SUARL
Montant du marché en TTC	413 000
Non conformités	L'examen des offres a permis de noter des indices de collusion.
Recommandations	Bannir les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 88 SEMINAIRE	
Date de saisine des fournisseurs	Non transmis
Nombre d'offres reçues	SERVICE APPROVISIONNEMENT FOURNITURE, SALAM, GIE DJAGARAF, MILLENIUM BUSINESS SOLUTIONS et ETS E. MBAYE DIAGNE MULTISERVICES
Attributaire	SERVICE APPROVISIONNEMENT FOURNITURE
Montant du marché en TTC	3 137 620
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs ne figurent pas dans le dossier de marché.</p> <p>Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Ce manquement laisse la porte ouverte à une collusion voire une réutilisation abusive des mêmes factures pro forma. L'examen des factures pro forma a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant présager une consultation simulée</p> <p>Aucune information n'est donnée sur le séminaire le lieu d'organisation, la période, les participants....,</p> <p>Le soumissionnaire Salam n'a ni registre de commerce, ni NINEA.</p> <p>Par ailleurs nous relevons que les prestataires ciblés ne sont ni des établissements hôteliers, ni des traiteurs, ni des établissements de formation, ni des consultants. Nous estimons qu'une activité intitulée « Séminaire » devrait relever des métiers précités.</p> <p>L'examen des offres a permis de noter des indices de collusion</p>
Recommandations	

	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de DRP, veiller à n'inclure dans la liste restreinte que des entreprises spécialisées dans les prestations ciblées</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 92 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Nombre d'offres reçues	SGTT, NDINDY TAÏF MULTISERVICES, ETS IMPORT-EXPORT, SAGECO et NTD
Attributaire	SGTT
Montant du marché en TTC	1 157 580
Non conformités	L'examen des offres a permis de noter des indices de collusion.
Recommandations	Bannir les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 100 CENT MAGAZINE MENSUEL	
Nombre d'offres reçues	ABBEL, GROUP OTICS, AXES POINT SERVICES, GEMEX et DIAPPO NEGOCES
Attributaire	ABBEL
Montant du marché en TTC	413 000
Date de notification	Non spécifié
Non conformités	<p>Les 5 factures pro forma sont préparées par la même source. On retrouve le même « PTOTAL » sur les 5 factures pro forma ainsi que le même style télégraphique en majuscule.</p> <p>Il s'agit là de preuves évidentes de collusion.</p> <p>De plus sur les offres ne figurent pas les magazines facturés l'unité par les 5 soumissionnaires.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE RURALE

Les marchés transmis et revus pour la DHR se présentent comme suit :

	DHR	
	Nbre	Valeur
Appels d'offres ouverts (AOO)	1	3 838 734 431
Demandes de propositions (DP)	3	1 924 142 717
Demandes de renseignements et de prix (DRP)	1	24 485 000
TOTAL	5	5 787 362 148

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE PROPOSITIONS

DP N° 09/2009/PUHHA/DHR (MARCHE N° C0709/10) : ETUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE ET ETUDES DETAILLEES, D'ELABORATION DE DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES, DE CONTROLE ET SUPERVISION DES TRAVAUX POUR LA COMPOSANTE HYDRAULIQUE RURALE DANS LES REGIONS DE SAINT LOUIS, MATAM ET DEPARTEMENT DE BAKEL	
Date de publicité de la Demande de Manifestation d'intérêt	13 Juillet 2009 dans le DG Market 15 Juillet 2009 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des dossiers de candidatures et d'ouverture des Manifestations d'intérêt	29 Juillet 2009
Date de l'examen du rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt	27 août 2009
Date d'approbation de la manifestation d'intérêt et DP par la DCMF	23 Septembre 2009
Date d'approbation de la liste restreinte par l'IDA	09 Novembre 2009
Date d'ouverture des offres	<ul style="list-style-type: none">- Offres techniques : 30 décembre 2009- Offres financières : 26 mars 2010
Date de l'évaluation des offres	<ul style="list-style-type: none">- Offres techniques : non joint- Offres financières : 08 avril 2010

Date d'attribution	16 avril 2010
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire	25 mai 2010
Date de notification provisoire et invitation à négocier le contrat	27 mai 2010
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	03 juillet 2010 dans Le Soleil
Date de l'attestation d'existence de crédits	16 juillet 2010
Date de souscription	23 juillet 2010
Date d'ANO de la DCMP avant approbation sur projet de marché	04 août 2010
Date d'approbation de la DCMP du contrat	20 août 2010
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	29 août 2010 dans Le Soleil N° 12104
Date d'enregistrement au bureau de recouvrement	04 octobre 2010
Délai d'exécution	53 mois
Attributaire	HYDROCONSULT
Montant en F CFATTC	689 281 000
Non conformités	Le rapport d'évaluation des offres techniques et les documents de règlement n'ont pas été mis à notre disposition.
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;
Commentaires de l'autorité contractante	
Appréciation du Consultant	

DP N° C0759/10 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA MISSION DE SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	
Financement	BAD (prêt N° 21 001 5001 8943)
Date de l'Avis d'appel public à manifestation d'intérêt	29 juin 2009 dans le Development Business 02 juillet 2009 dans Le Soleil
Date limite de dépôt et d'ouverture des manifestations d'intérêt	21 juillet 2009
Date Rapport d'analyse des MI	23 juillet 2009
Attestation d'existence de crédit	29 juillet 2010
Date ANO DCMP sur la liste restreinte	30 septembre 2009
Date de transmission de la Demande de Propositions n°008/2009/MUHHA/DHR	09 novembre 2009
Date limite de dépôt des offres	11 décembre 2009
Durée de validité des offres	180 jours à partir de la date limite de remise des offres
Date de l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport technique	18 février 2010
Date de la demande de l'ANO du bailleur	12 avril 2010
Date d'attribution provisoire	01 juin 2010
Date avis de non objection DCMP sur le rapport financier et l'attribution provisoire	16 juin 2010
Date de souscription	30 août 2010
Date d'approbation	17 septembre 2010
Date de notification	07 octobre 2010
Attributaire	Groupeement SONED-AFRIQUE/HYDROPLANTE

Montant du marché en F CFA TTC		810 669 435 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'informations aux consultants non retenus ne sont pas établies. ne sont pas jointes au dossier de passation l'avis d'attribution provisoire et définitive du marché, la notification, l'exécution financière en vertu de l'article 84 du CMP relatif à la publicité de l'attribution et information des candidats.</p>	
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 84, 85 du CMP portant publicité de l'attribution et information des candidats</p>	
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

DP PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU DU SENEGAL (PAGIRE)	
N° du marché	C0169/10
Financement	BAD (Gestion 2010)
Date de transmission de la Demande de Propositions	24 Juillet 2009
Date limite de dépôt des offres	10 Septembre 2009
Date d’ouverture des offres techniques	24 Septembre 2009
Date de validation du rapport technique	02 Octobre 2009
Date d’ouverture des offres financières	18 Décembre 2009
Date attribution provisoire	28 Décembre 2009
Date de publication de l’avis d’attribution provisoire	10 Février 2010
Date d’avis attribution définitive	12 Avril 2010
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique	17 Novembre 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport financier et l’attribution provisoire	Non spécifiée
Date d’avis de non objection du bailleur sur la liste restreinte	11 Décembre 2008
Date d’avis de non objection du bailleur sur le DAO et les termes de référence	18 Juin 2009
Date d’avis de non objection du bailleur sur le rapport d’évaluation des offres techniques	15 Décembre 2009
Date et avis de non objection de la DCMP	16 Juillet 2009
Date de souscription	01 Mars 2009
Date d’approbation	10 Mars 2009
Date de notification	17 Mars 2010
Date avis d’attribution définitive de marché	12 Avril 2010
Attributaire	Groupe IDEV – ic/COWI

Montant du marché en F CFA HT	424 192 282
Période de validité	120 jours à compter de la date de remise des propositions
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été relevée.
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

AOI N° 03/MUHHA/DHR/09 DU 10 JUIN 2009 TRAVAUX ET FOURNITURES POUR L'EXECUTION DU PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LOCALITES DE LA ZONE DU GOROM-LAMPSAR	
Lot 1 : Réalisation de 7 systèmes d'AEP : Tiguet, Dialang, Ndiaye Nguent, Mboltogne, Gad Amar Fall, Gaé, Thilène	
Lot 2 : Réalisation de 5 systèmes d'AEP : Ndioungue Bress, Lampsar, Diama, Mboubene, Mbakhana	
Financement	BID/Etat du Sénégal
Date de l'avis général	28 janvier 2009 dans Le Soleil
Date de publication de l'avis d'appel d'Offres	12 juin 2009 dans Le Soleil
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	30 juillet 2009
Date d'attribution	06 août 2009
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire	12 août 2009
Date de souscription	09 septembre 2009
Date d'ANO du bailleur sur l'attribution des marchés	11 octobre 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	13 octobre 2009 dans le Soleil
Date de l'attestation d'existence de crédits	23 octobre 2009
Délai d'exécution	5 mois pour chaque lot hors intempéries
Garantie de soumission	25 000 000 F CFA
Capacité à financer des besoins	>= 250 000 000 F CFA
Attributaire	Lots 1 et 2 : SVTP/GC (Sénégalaise de Voierie de Travaux Publics et de Génie Civil)
Montant	Lots 1 et 2 : 1 850 688 647 F CFA HT/HD et

	1 988 045 784 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>Le PV d'ouverture des plis n'a pas été remis aux soumissionnaires ou à leurs représentants présents à l'ouverture, en violation de l'article 67 NCMP.</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas été établies en violation des articles 83, 84 du CMP.</p> <p>Les documents de règlement n'ont pas été remis.</p>
Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP, relatives à la communication du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;</p> <p>Veiller à se conformer aux dispositions du CMP en matière d'information des soumissionnaires quant aux résultats de l'attribution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DU PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LOCALITES DE LA ZONE DU GOROM LAMPSAR (MARCHE N° 1670)	
Financement	BCI/SENEGAL
Date de saisine des prestataires	08 septembre 2009
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 septembre 2009
Délai de préparation des offres	21 jours
Période de validité des offres	90 jours
Nombre d'offres reçues	4
Date d'attribution	Non spécifié
Date d'approbation	26 octobre 2009
Date d'enregistrement	08 décembre 2009
Délai d'exécution	7 mois
Attributaire	BETER
Montant du marché en F CFA TTC	24 485 000 (20 750 000 HT)
Entreprise consultées	ICORE, Build Concept Group, BETER, SECO, SEMI
Ouverture des plis	4 plis reçus :BETER, SEMI, SECO et Build Concept Group Le PV n'a pas été remis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 - 4 du CMP.
Non conformités	Ce marché concernant des prestations classées intellectuelles, la procédure de passation aurait dû faire l'objet de propositions technique et financière ouvertes en deux temps (propositions financières ouvertes à l'issue de l'évaluation des offres techniques, et seulement pour les offres satisfaisant à un minimum technique requis). En matière de prestations intellectuelles, il est

	<p>bien indiqué au niveau de l'article 79.4 du CMP que : « le montant estimé des prestations est inférieur aux seuils fixés à l'article 53, l'autorité contractante peut ne pas effectuer de formalité de publicité et inviter directement cinq prestataires à soumettre une proposition ». Tandis que l'article 79.5 dispose bien que « L'évaluation des propositions et la désignation de l'attributaire s'effectuent <u>dans tous les cas</u> : ... (la suite indiquant les modes de sélection qui incluent tous la présentation d'une offre technique séparée de l'offre financière) ». Les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés des résultats de l'attribution.</p>
Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 79 du CMP en matière de passation de marchés de prestations intellectuelles.</p> <p>Veiller à se conformer aux dispositions du CMP en matière d'information des soumissionnaires quant aux résultats de l'attribution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.4. DIRECTION DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION DES RESSOURCES EN EAU (DGPRE)

Les marchés transmis et revus pour la DGPRE se présentent comme suit :

	DPRE	
	Nbre	Valeur
Appel d'offres ouverts (AOO)	3	372 541 170
TOTAL	3	372 541 170

APPEL D'OFFRES POUR LA REALISATION DE CINQ (05) NOUVEAUX PIEZOMETRES AU ROTARY ET LA REHABILITATION DE 10 PIEZOMETRES EXISTANTS DANS LES REGIONS DE DIOURBEL, KAOLACK, MATAM, KOLDA ET TAMBOUNDA (le marché figure dans le plan de passation de marchés)	
N° du marché	T063/09
Financement	BAD Gestion 2008
Date de publicité de l'appel d'offres	14 avril 2008
Délai d'exécution des travaux	8 mois
Date limite de dépôt des offres	14 mai 2008
Garantie de Soumission	10 000 000 F CFA
Délai des offres	180 jours
Date d'ouverture des plis	14 août 2008
Nombre d'offres reçus	CSL/ Sénégal (385 910 450 HT HD), HENAN CHINE (449 310 000), HICS (306 700 000)
Avis de non objection du bailleur	27 avril 2009
Date de notification de l'attribution provisoire	29 Juin 2009
Date d'avis d'attribution provisoire	01 Juillet 2009
Date de souscription du contrat	23 Juillet 2009
Date d'approbation du contrat	01 Septembre 2009
Date de notification du contrat	09 Octobre 2009
Attributaires	Société CSL Sénégal

Montant		193 380 000 F CFA
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été relevée.	
Recommandations	Aucune	
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

APPEL D’OFFRES POUR L’ACQUISITION DE QUATRE VEHICULES PICK UP 4X4 ET UN VEHICULE DE LIAISON AVEC UN LOT DE PIECES DE RECHANGE		
N° du marché		F0947/09
Financement		BAD Gestion 2009
Date de publicité de l’appel d’offres		24 Juin 2009
Date de convocation des membres de la commission		20 Juillet 2009
Date limite de dépôt des offres		24 Juillet 2009
Garantie de Soumission		3 000 000
Date d’ouverture des plis		24 Juillet 2009
Nombre d’offres reçus		SERA, EPACE AUTO, CFAO et SENEGALAISE DE L’AUTOMOBILE
L’avis de non objection du bailleur sur les résultats de l’évaluation		11 Septembre 2009
Date de publicité d l’avis d’attribution provisoire		1 ^{er} Octobre 2009
Date de notification de l’attribution provisoire		1 ^{er} Octobre 2009
Attestation d’existence de crédits		20 Octobre 2009
Date de souscription du contrat		29 Octobre 2009
Date d’approbation du contrat		20 Novembre 2009
Date de notification du contrat		22 Décembre 2009
Avis de non objection de la DCMP sur le rapport d’analyse et le PV d’attribution provisoire		04 Septembre 2009
Attributaires		Espace Auto
Montant		48 401 170 F CFA HT HD
Non conformités		Aucune anomalie significative n’a été relevée.
Recommandations		

	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS TECHNIQUE ET MATERIELS INFORMATIQUES

N° du marché	le lot 1 relatif à la fourniture d'équipements techniques	F0904/09
	lot 2 relatif à la fourniture de matériels informatiques	F 0944/09
Financement		BAD Gestion 2009
Date de publicité de l'appel d'offres		09 Juin 2009
Date de convocation des membres de la commission		20 Juillet 2009
Date limite de dépôt des offres		27 Juillet 2009 (prévu le 09 Juillet a été reporté avis rectificatif et de report d'appel d'offres)
Garantie de Soumission		3 000 000 pour le lot 1 : Equipements techniques
Nombres d'offres reçus		SOFIDIS (lot1) SGT le TAIF SARL (lot2)
Période de validité des offres		90 Jours
Date d'ouverture des plis		27 Juillet 2009
Avis d'attribution provisoire		02 Octobre 2009
Date de souscription du contrat	Lot 1	28 Octobre 2009
	Lot 2	02 Novembre 2009
Date d'approbation du contrat	Lot 1	16 Novembre 2009
	Lot 2	20 Décembre 2009
Date de notification du lot 2	Lot 1	23 Décembre 2009
	Lot 2	04 Décembre 2009
Avis de non objection de la DCMF sur le DAO		22 Juin 2009
Date de demande d'avis sur le rapport d'évaluation et sur le procès verbal d'attribution provisoire		18 Aout 2009

Avis de la DCMP sur rapport d’analyse et procès verbal d’attribution provisoire		02 Septembre 2009
Avis de non objection du dossier d’appel d’offres		07 Mai 2009
Avis de non objection du bailleur sur le rapport d’évaluation pour l’attribution du marché		30 Septembre 2009
Attributaires	SOFIDIS SARL (lot) 1	127 970 000 HT HD
	SGT LE TAIF (lot 2)	2 790 000 HT HD
Non conformités		Aucune anomalie significative n’a été relevée
Recommandations		Aucune
Commentaires de l’Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

4.2.5. DIRECTION DE LA GESTION DU PATRIMOINE BATI (DGPB)

Les marchés transmis et revus pour la DGPB se présentent comme suit :

	DGPB	
	Nbre	Valeur
Appel d'offres ouverts (AOO)	2	880 782 016
Appels d'offres restreints (AOR)	1	245 425 250
Demandes de renseignements et de prix (DRP)	14	138 068 416
TOTAL	17	1 264 275 682

MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

AO N° 01/DGPB/2009 AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	
Le marché est divisé en 10 lots représentant les secteurs d'activité.	
Financement	Budget de fonctionnement
Date du DAO	29 janvier 2009
Date de publication de l'avis d'appel d'Offres	02 février 2009 dans Le Soleil N° 11602 (non transmis)
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	03 février 2009
Convocation de la commission des marchés pour l'ouverture des plis	18 février 2009
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	03 mars 2009
Evaluation technique	Du 12 au 26 mars 2009
Convocation des membres de la commission pour attribution du marché	04 mai 2009
Date d'attribution	08 mai 2009
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire	05 août 2009
Date de publication de l'attribution provisoire	11 août 2009 dans Le Soleil N° 11760

Date de l'attestation d'existence de crédits			06 octobre 2009 (lot 1)
Date de souscription			02 novembre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur le contrat			-
Date d'approbation			04 novembre 2009 (lots 1, 2, 3) 09 novembre 2009 (lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10)
Date d'immatriculation			05 novembre 2009 (lots 1, 2, 3) 11 novembre 2009 (lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10)
Date de notification à l'attributaire			09 novembre 2009 (1, 2, 3) 16 novembre 2009 (lot 4, 6, 8, 10) 17 novembre 2009 (lot 5) 23 novembre 2009 (lot 9) 25 novembre 2009 (lot 7)
Date d'enregistrement			10 novembre 2009 (lot 1) 11 novembre 2009 (lot 3) 18 novembre 2009 (lots 4 et 10) 23 novembre 2009 (lot 8) 25 novembre 2009 (lots 2 et 7) 27 novembre 2009 (lot 6) 01 décembre 2009 (lot 9) 07 décembre 2009 (lot 5)
Date de publication de l'attribution définitive			02 décembre 2009 (Publisol 02 octobre 2009)
Délai d'exécution			1 an
Garantie de soumission			1 500 000 F CFA par lot valable 120 jours
Attributaires	Lot 1 : Marché T0853/09	GIE Sénégalaise de Commerce	Minimum : 60 000 000 ; Maximum : 85 000 000 Montant attribué : 85 000 000

		et de Travaux	
	Lot 2 : Marché T0852/09	PRES HIGH TECH	Minimum : 60 000 000 ; Maximum : 85 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 3 : Marché T0851/09	SGT Le Taif	Minimum : 60 000 000 ; Maximum : 85 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 4 : Marché T0885/09	GIE THIAYTOU	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 5 : Marché T0884/09	SERVICES PLUS	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 69 313 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 6 : Marché T0887/09	IDEAL CONCEPT	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 7 : Marché T0887/09	BAT-PRES	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 8 : Marché T0883/09	C.D.E.S	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 9 : Marché T0888/09	ATEX	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
	Lot 10 : Marché T0886/09	GIE PRESTA- FET	Minimum : 50 000 000 ; Maximum : 60 000 000 Montant attribué : 85 000 000
Ouverture des plis			Commission des marchés : - Abdoul Aziz Diop, DAGE/MUHHA,

	<p>Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amadou Ndiaye, MUHHA/PCSLIB, Membre - Makhfousse Sarr, DGPB/MUHHA, Membre - Boubacar Dabo, CPMP/MUHHA, Membre <p>21 entreprises ont soumissionné.</p> <p>La commission a accordé un délai de 72H pour fournir les pièces administratives manquantes.</p>
Rapport technique	<p>ERE a été le moins disant sur tous les lots mais a été éliminé à l'évaluation car considéré comme sans expérience dans le domaine de la réhabilitation donc les deuxièmes moins disants sont attributaires des lots.</p>
Attribution	<p>La commission des marchés a suivi la proposition de la commission technique.</p>
Règlement	<p>Les ordres de service ont été joints pour tous les lots.</p> <p><u>LOT 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 110 du 16/11/09 - Caution définitive de 8 500 000 F valable jusqu'au 30/06/09 - Attestation de main levée de garantie de bonne exécution du 10/12/09 de 4 250 000 F - Facture récapitulative N° 275 de 85 319 881 F arrondi à 85 000 000 F. <p><u>LOT 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 105 du 16/11/09 - Caution de bonne exécution du 24/11/09 de 4 250 000 F valable

	<p>jusqu'au 26/05/10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caution définitive du 14/12/09 de 4 250 000 F valable jusqu'au 30/06/10 - Facture récapitulative N° 001 du 11/12/09 de 85 671 747 F arrondi à 85 000 000 . <p><u>LOT 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 107 du 16/11/09 - Garantie de bonne exécution du 20/11/09 de 4 250 000 F valable jusqu'à la date de délivrance du certificat de réception - Caution de retenue de garantie du 10/12/09 de 4 250 000 F valable jusqu'au 07/06/10 - Facture récapitulative N° 260 du 08/12/09 de 85 000 841 F arrondi à 85 000 000. <p><u>LOT 4</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 111 du 16/11/09 - Caution de retenue de garantie de 3 000 000 F du 11/12/09 valable jusqu'au 07/06/10 - Garantie de BE de 3 000 000 F du 19/11/09 valable jusqu'à la date de délivrance du certificat de réception - Facture récapitulative N° 26 du 08/12/09 de 60 011 754 F arrondi à 60 000 000 F. <p><u>LOT 5</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 106 du 16/11/09 - Caution de retenue de garantie du 10/12/09 de 3 465 650 F valable
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>jusqu'au 09 juin 2010</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantie de BE du 23/11/09 de 3 465 650 F - Facture récapitulative N° 031 du 14/12/09 de 69 314 244 F arrondi à 69 313 000. <p><u>LOT 6</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 106 du 16/11/09 - Caution de BE du 02/12/09 de 3 000 000 F valable 1 an - Caution de retenue de garantie du 10/12/09 de 3 000 000 F valable 1 an - Facture récapitulative N° 25/009 du 10/12/09 de 60 171 419 F arrondi à 60 000 000 F. <p><u>LOT 7</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 112 du 25/11/09 - Attestation de retenue de garantie du 22/12/09 de 3 000 000 F valable jusqu'à la date de délivrance du certificat de réception - Attestation de caution du 10/12/09 de 3 000 000 F valable jusqu'au 10/06/10 - Facture N° BP/328/2009 du 11/12/09 de 60 000 000 F. <p><u>LOT 8</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 114 du 16/11/09 - Caution de retenue de garantie du 07/12/09 de 6 000 000 F jusqu'à la réception des travaux - Caution de BE du 30/11/09 de 3 000 000 F valable jusqu'au 30/05/10
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> - Facture récapitulative N° 85 du 14/12/09 de 26 115 935 F. <p><u>LOT 9</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 113 du 23/11/09 - Caution de BE du 07/12/09 de 3 000 000 F valable 1 an - Caution de retenue de garantie du 17/12/09 de 2 500 000 F valable jusqu'au 31/07/10 - Facture récapitulative. du 14/12/09 de 36 921 607 F. <p><u>LOT 10</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de commande N° 112 du 16/11/09 - Caution de retenue de garantie du 14/12/09 de 3 000 000 F valable jusqu'au 09/06/10 - Garantie de BE du 19/11/09 de 3 000 000 F valable jusqu'à la date de délivrance du certificat de réception - Facture récap. du 14/12/09 de 27 279 825 F.
Non conformités	Les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés par lettre de l'aboutissement de l'AO en violation des dispositions du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Veiller au respect des dispositions du CMP en matière d'information des soumissionnaires.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO N° 02/NET/DGPB/2009 NETTOIEMENT ET DESINFECTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS (MARCHE N° S0734/09)

Le marché est divisé en 6 lots.

Date du DAO	29 janvier 2009
Date de publicité de l'AAO	02 février 2009 dans Le Soleil N° 11602
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	03 février 2009
Convocation de la commission des marchés pour l'ouverture des plis	18 février 2009
Date limite de dépôt offres et d'ouverture des plis	03 mars 2009
Période de validité de l'offre	120 jours
Date de l'évaluation des offres	Du 04 au 09 mars 2009
Convocation des membres de la commission pour attribution du marché	04 mai 2009
Date d'attribution provisoire	08 mai 2009
Date de publication de l'avis d'attribution provisoire	20 et 21 juin 2009 dans Le Soleil N° 11716
Date de l'attestation d'existence de crédits	26 août 2009 de 30 782 016 F
Date de souscription	15 septembre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur le contrat	17 septembre 2009
Date d'approbation	06 octobre 2009
Date d'immatriculation	08 octobre 2009
Date de notification à l'attributaire	20 octobre 2009
Date d'enregistrement au bureau de recouvrement	18 novembre 2009
Date de publication de l'avis	19 novembre 2009

d'attribution définitive	
Délai d'exécution	1 an
Garanties de soumission	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 325 000 F - Lot 2 : 370 000 F - Lot 3 : 600 000 F - Lot 4 : 450 000 F - Lot 5 : 535 000 F - Lot 6 : 450 000 F <p>Valables 120 jours</p>
Capacité financière	4 500 000 F
Attributaire	ERE (Entreprise Rufisquoise d'Electricité)
Montant en FCFA TTC	30 782 016
Offres reçues	<ul style="list-style-type: none"> - DIAMA SERVICES - COMPAGNIE BETA SERVICE - ERE
Attribution provisoire	Les 6 lots sont attribués à ERE considéré comme conforme et moins disant.
Règlement	<p>Ordre de service N° 88 du 20/10/09</p> <p>Facture N° 00288/2009 du 15/12/09 de 30 782 016 F CFA TTC (fait par lot)</p>
Non conformités	Les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés par lettre quant aux résultats de l'attribution.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions du CMP en matière d'information des soumissionnaires -
Commentaires de l'Autorité Contractante	-
Appréciation du Consultant	-

APPEL D'OFFRES RESTREINT N° 003/AOR/DGPB/2009 FOURNITURE ET POSE D'ASCENSEURS ET DE GROUPES ELECTROGENES DE SECOURS POUR LES IMMEUBLES ADMINISTRATIFS

Lot 1 (Marché N° F0925/09) : Fourniture de groupes électrogènes

Lot 2 (Marché N° F0986/09) : Fourniture d'ascenseurs

Financement	Budget de fonctionnement 2009
Date de la demande d'autorisation à la DCMP de passer le marché en procédure d'urgence	24 août 2009 Motif : Panne d'ascenseurs et de groupes électrogènes, remplacer les anciens hors services par des appareils respectant les normes en vigueur.
Date de réponse de la DCMP avec des observations	27 août 2009
Réponse de la DGPB avec prise en compte des observations de la DCMP	15 septembre 2009
Date d'ANO de la DCMP	16 septembre 2009
Date des lettres de saisine des fournisseurs de la liste restreinte	25 septembre 2009
Date limite de dépôt offres et d'ouverture des plis	14 octobre 2009
Délai de préparation des offres	19 jours
Période de validité de l'offre	90 jours
Date de l'évaluation des offres	15 et 16 octobre 2009
Date d'attribution provisoire	22 octobre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur la proposition d'attribution provisoire	12 novembre 2009
Date de souscription	16 novembre 2009
Date de l'attestation d'existence de crédits	17 novembre 2009
Date d'ANO de la DCMP sur le contrat	20 novembre 2009

Date d'approbation	Lot 1		18 novembre 2009
	Lot 2		27 novembre 2009
Date d'immatriculation	Lot 1		20 novembre 2009
	Lot 2		30 novembre 2009
Date de notification à l'attributaire	Lot 1		23 novembre 2009
	Lot 2		01 décembre 2009
Date d'enregistrement au bureau de recouvrement	Lot 1		01 décembre 2009
	Lot 2		21 décembre 2009
Délai d'exécution	Lot 1		17 semaines à partir de la notification
	Lot 2		24 semaines à partir de la notification
Garanties de soumission			1 650 000 F valable 120 jours (lot 1) 5 400 000 F valable 120 jours (lot 2)
Capacité financière			-
Attributaires	Lot 1	BF Trading & Services	77 644 000 F CFA TTC
	Lot 2	Sahel Trading SA	167 781 250 F CFA TTC
Fournisseurs consultés (LR) Lettres 1011 à 1017			<ul style="list-style-type: none">- Sahel Trading SA, VDN derrière SAPCO- SANOUSI.COM, Cité SIPRES I Villa 124- BF Trading & Services, HLM 2 N° 679/B- Ariane Technologie, Cité des Jeunes cadres Liberté 6 V 86- DETA GROUP International, Rue 6 X 13 Médina Dakar- ABD Group, Avenue Cheikh A. Bamba face Place de l'Obélisque

	<ul style="list-style-type: none"> - IDEAL CONCEPT, 74, Rue Carnot Dakar
Offres	<p>6 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sahel Trading SA - SANOSSY.COM - BF Trading & Services - Ariane Technologie - DELTA GROUP - IDEAL CONCEPT
Ouverture des plis	<p>Des représentants de 4 entreprises étaient présents à l'ouverture. Il n'a pas été précisé que le PV d'ouverture a été transmis aux soumissionnaires.</p> <p>Ariane Technologie est éliminée pour faute de garantie de soumission.</p>
Rapport technique	Les offres ont été évaluées sur la base des critères définis dans le DAO.
Attribution provisoire	Les marchés ont été attribués aux moins disants.
Règlement	<p>Ordre de Service N° 13 du 23/11/09 (lot 1)</p> <p>Ordre de Service N° 14 du 01/12/09 (lot 2)</p> <p><u>LOT 1 : BF Trading & Services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture pro forma N° 0038/09/BF du 13/10/09 de 77 644 000 F CFA TTC (3 groupes électrogènes) - Attestation de capacité financière du 12/10/09 de 70 000 000 F - Garantie de soumission du 12/10/09 de 1 650 000 F valable jusqu'à l'attribution du marché au candidat - Ordres de service N° 114 à 117 (25

	<p>novembre 2009 et 01 décembre 2009)</p> <ul style="list-style-type: none"> - PV de réception technique N° 119 du 08/12/09 attestant de l'effectivité des travaux de maintenance et d'entretien de l'ascenseur de l'immeuble ROSE BLOC I - Facture N° 0028/09/BF du 08/12/09 de 11 210 000 F CFA TTC - PV de réception technique N° 125 du 10/12/09 attestant de l'effectivité des travaux de maintenance et d'entretien du groupe électrogène de l'immeuble sis au 72, Boulevard de la République - Facture N° 0026/09/BF du 10/12/09 de 23 979 960 F CFA TTC - PV de réception technique du 08/12/09 attestant de l'effectivité des travaux de maintenance et d'entretien de l'ascenseur de l'immeuble ROSE BLOC III - Facture N° 0029/09/BF du 08/12/09 de 12 553 999 F CFA TTC - BL N° 0015/09/BF du 05/12/09 (fournitures de pièces de rechange pour groupe électrogène) - Facture N° 0027/09/BF non datée de 10 596 400 F CFA TTC - BL N° 0013/09/BF du 08/10/09 (groupe électrogène 40 KVA) - Facture N° 0025/09/BF du 08/12/09 de 13 949 960 F CFA TTC (groupe électrogène 40 KVA) - PV de réception provisoire N° 122 du 04/12/09 (groupe électrogène) <p>Pas de GBE.</p> <p><u>LOT 2 : SAHEL Trading SA</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Caution de soumission du 14/10/09 de 5 400 000 F valable jusqu'au 25/01/10 - Ordre de service N° 114 du 24/11/09
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> - Facture N° 585 du 08/12/09 de 14 396 000 F CFA TTC - PV de réception technique N° 117 du 08 décembre 2009 attestant de l'effectivité des travaux de maintenance et d'entretien des ascenseurs de l'immeuble sis Amadou A. Ndoye et l'immeuble sis au 28, Avenue L.S. Senghor <p>Pas de GBE.</p>
Non conformités	<p>Nous estimons non justifié le recours à l'appel d'offres restreint pour les raisons suivantes :</p> <p>i) nous constatons que la liste restreinte est composée de 7 fournisseurs, alors que des prestataires connus de la place et spécialisés dans les fournitures ciblées (MATFORCE, EQUIP PLUS, etc...) n'y figurent pas, d'où l'existence d'au moins 10 fournisseurs potentiels, ce qui est largement suffisant pour un appel d'offres ;</p> <p>ii) l'urgence impérieuse évoquée pour l'AOR, n'est pas vérifiée dans la mesure où la demande d'autorisation adressée à la DCMP date du 24 août 2009 ; si au lieu de demander une autorisation, l'AC avait procédé au lancement d'un appel d'offres ouvert à la même date, les offres seraient obtenues bien avant la date limite de dépôt des offres de l'actuel AOR ; en effet, l'ANO de la DCMP n'a été obtenu que le 16 septembre 2009, les lettres de saisine des candidats datent du 25 septembre et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 14 octobre ; or, pour un appel d'offres ouvert lancé le 24 août, les offres peuvent être ouvertes le 24 septembre, soit 20 jours avant l'ouverture des plis de l'AOR ! comme la suite de la procédure est la même pour l'AOO que l'AOR, on voit bien la non justification du recours à ce dernier mode de passation.</p> <p>Les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés des résultats de l'attribution.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions du CMP en matière d'information des soumissionnaires sur les résultats de l'attribution.
Commentaires de l'Autorité Contractante	-
Appréciation du Consultant	-

MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 01 PRODUITS D'ENTRETIEN	
Date de saisine des fournisseurs	01 avril 2009
Date de dépôt des offres	08 avril 2009
Date d'ouverture des plis	14 avril 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Fournisseurs consultés	Entreprise Dembélé Mahmadou Import-Export, Golf Nord BP 21 409, Entreprise Internationale Mame Diarra Bousso, BP 11745 Dakar, Ets Mifta'houl Khoyou'ri, Cité Batterie Yoff Villa N° F6, Ets Ndiaye Babacar, Parcelles Assainies Unité 1 N° 371 BP 0339, Mayoro Thiam (lettre non jointe), 50, Rue Escarfait Dakar
Ouverture des plis	
Attribution	Les prix unitaires de l'attributaire indiqués dans le PV d'attribution sont différents de ceux figurant dans le PV d'ouverture des plis et la facture pro forma.
Nombre d'offres reçues	5
Date d'attribution	14 avril 2009
Attributaire	MAYORO THIAM
Montant du marché en F CFA TTC	753 784
Non conformités	<p>La facture pro forma des Ets Mifta'houl Khoyou'ri est datée du 10 avril 2009 alors que la date limite de dépôt était fixée au 08 avril 2009.</p> <p>D'une part, les factures pro forma des Et Mifta'houl Khoyou'ri et Ets Babacar Ndiaye sont</p>

	<p>présentées exactement de la même manière et ont la même disposition et le même format, le séparateur de milliers a été utilisé pour les montants du prix unitaire mais tous les montants sur la colonne Prix total sont collés sur les 2 factures.</p> <p>D'autre part, les factures de Entreprise Internationale Mame Diarra Bousso et Dembélé Mahmadou sont similaires (même présentation, même format).</p>
Recommandations	<p>Veiller à respecter les dispositions de l'article 77 quant aux procédures des DRP</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 02 MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	26 janvier 2009
Convocation des membres de la commission	26 janvier 2009
Date de dépôt des offres	02 février 2009
Date d'ouverture des plis	14 avril 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Date d'attribution	15 avril 2009
Date d'approbation	18 août 2009
Date d'enregistrement	25 août 2009
Délai d'exécution	2 semaines
Fournisseurs consultés	Serigne Mbodji, Ets Anta Diop, Ets Keur Khadim, Press High Tech, Rue Henry Dunand Dakar et EGTF, Rue Tolbiac, Dakar
Ouverture des plis	L'ouverture des plis s'est faite plus de 2 mois après la date limite de dépôt.
Attribution	Press High Tech considéré comme moins disant.
Contrat	Il a été mentionné dans le contrat que le montant est fixé à 10 000 000 F maximum.
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	PRESS HIGH TECH
Montant du marché en F CFA TTC	10 000 000 maximum Montant de la facture pro forma : 4 985 500
Non conformités	Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Les factures des Ets Anta Diop, Ets Keur Khadim et Serigne Mbodji présentent des similitudes de

	par la présentation et f/cfa est écrit de la même manière en minuscule et avec slash sur les 3 factures. A droite des factures, une petite case a été faite mentionnant le nom de chaque entreprise avec son N° de NINEA.
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 03 CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Date de saisine des fournisseurs	26 janvier 2009
Date de dépôt des offres	02 février 2009
Date d'ouverture des plis	14 avril 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Date d'attribution	15 avril 2009
Date d'approbation	18 août 2009
Date d'enregistrement	25 août 2009
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Ansar Affaire Multi Services ; DAMEL TRADING ; Khadim Diakhaté ; Serigne Mbodji et Thierno Fall Service, Centre commercial du Port Dakar
Attribution	Le marché a été attribué à DAMEL TRADING moins disant.
Contrat	Il a été précisé dans le contrat que le montant est fixé à 7 500 000 F maximum.
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	DAMEL TRADING
Montant du marché en F CFA TTC	7 500 000 Maximum Montant de la facture : 3 482 298
Non conformités	Les 5 factures pro forma ne sont pas datées. Les factures de Serigne Mbodji et Khadim Diakhaté présentent des similitudes de par la présentation.
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 04 AUTRES FOURNITURES (POTS DE FLEURS)	
Date de saisine des fournisseurs	07 avril 2009
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	14 avril 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Date d'attribution	15 avril 2009
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - PRESS HIGH TECH, Rue Henry Dunand - ETS TOUBA GUEDE - ETS MAMADOU GAYE, Rue Galandou Diouf x Fleurus Dakar - GIE L'UNION, Golf Sud Dakar - FALLOU FALL, Thiaroye Kao Dakar
Attribution	Le marché a été attribué à PRESS HIGH TECH car étant moins disant.
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	PRESS HIGH TECH
Montant du marché en F CFA TTC	1 291 864
Non conformités	<p>4 factures pro forma ne sont pas datées.</p> <p>Les factures des Ets Mamadou Gaye et GIE L'Union présentent des similitudes de par la présentation et la date est écrite de la même manière (pro forma N°...// 2 mille 9).</p>
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 05 FOURNITURES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	26 janvier 2009
Date de dépôt des offres	02 février 2009
Date d'ouverture des plis	28 août 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Date d'attribution	28 août 2009
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GIE PRODIS, Sicap Liberté 2 Dakar - Bureautique Service Express (BSE), 19, rue Mohamed 5 - Dakar Fournitures et Services, HLM Grand Yoff Dakar - Ets Tabara Import Export, Sicap Liberté 2 Dakar - INFOREX, 47, Allée Robert Delmas
Ouverture des plis	L'ouverture des plis s'est faite plus de 6 mois après la date limite de dépôt des offres.
Attribution	Le marché a été attribué à Dakar Fournitures et Services déclaré comme moins disant.
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	DAKAR FOURNITURES ET SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	1 443 494
Non conformités	<p>Les 5 factures sont identiques, la présentation est la même.</p> <p>Le RC de DFS se trouvant sur l'entête (99/B/14) de la facture forma et celui sur le cachet (16070/A 72) sont différents.</p> <p>D'une part, GIE PRODIS et ETS TABARA ont la même adresse. D'autre part, GIE PRODIS et DFS ont le même RC.</p>

Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 06 FOURNITURES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	25 février 2009
Date de dépôt des offres	04 mars 2009
Date d'ouverture des plis	27 avril 2009
Délai de préparation des offres	1 semaine
Date d'attribution	27 avril 2009
Date d'approbation	09 avril 2009
Date d'enregistrement	15 avril 2009
Délai d'exécution	2 semaines
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - DIAMA SERVICES, 29, Zone A Dakar - ETS Development Plus - ADVICIX, 76 Hann Maristes Dakar - SES, 300 U04 - GLOBUS SARL, Liberté Dakar
Attribution	<p>Le marché a été attribué GLOBUS SARL déclaré comme moins disant.</p> <p>Les membres de la commission n'ont pas signé le PV, il est juste signé par l'administrateur de crédit avec le cachet du Directeur.</p>
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	GLOBUS SARL
Montant du marché en F CFA TTC	7 479 017
Non conformités	<p>Les factures des ETS Développement Plus et Globus SARL (désignation, quantités, prix unitaires, prix total écrits de la même manière) sont identiques, la présentation est la même.</p> <p>Le RC de DFS se trouvant sur l'entête (99/B/14) de la facture forma et celui sur le cachet</p>

	<p>(16070/A 72) sont différents.</p> <p>D'une part, GIE PRODIS et ETS TABARA ont la même adresse. D'autre part, GIE PRODIS et DFS ont le même RC.</p>
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° : MAINTENANCE ET ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE (DE L'IMMEUBLE ROSE) TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE MAINTENANCE DU GROUPE ELECTROGENE ET LA REVISION DU CIRCUIT ELECTRIQUE	
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 octobre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	-Entreprise ABDOU NDOYE -Enterprise NIAYES IMPORT EXPORT -Entreprise DELTA GROUP INTERNATIONAL -Entreprise I.F.F.S. -IDEAL CONCEPT
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	Entreprise ABDOU NDOYE
Montant du marché en F CFA TTC	24 496 800
Non conformités	<p>Ce marché a été considéré à tort comme un marché de travaux. Dès lors, au vu du montant, un appel d'offres aurait dû être obligatoirement lancé en lieu et place d'une DRP.</p> <p>L'entretien et la maintenance d'un groupe électrogène constitue bien un marché de services. Si on se réfère à l'article 4 du CMP, relatif aux définitions, il est bien indiqué :</p> <p>« Le terme "travaux" désigne toutes les opérations de construction, reconstruction, démolition, réparation ou rénovation de tout bâtiment ou ouvrage, y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassement, l'installation d'équipements ou de matériels, la décoration et la finition, ainsi que les services accessoires aux travaux si la valeur de ces services ne dépasse pas celle des travaux eux-mêmes » ; et,</p> <p>« Le terme "services" désigne tout objet de marché autre que des fournitures ou des travaux, y compris les prestations intellectuelles ».</p> <p>Pra ailleurs, les entreprises sont en collusion</p>

	manifeste vu que les offres semblent être préparées par la même source ; la date de saisine des candidats est le 9/10/2009, les factures pro forma des entreprises NIAYES IMPORT EXPORT et de IDEAL CONCEPT date du 8/10/2009 ; les autres offres datent du jour même des lettres de saisine.
Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux définitions de l'article 4 du CMP pour la caractérisation de la nature des marchés.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°2 : MAINTENANCE ET LA FOURNITURE DE PIECES DETACHEES POUR L'ASCENSEUR DU BLOC III DE L'IMMEUBLE ROSE	
Date de saisine des fournisseurs	9 Octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 Octobre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	IDECO, BF TRADING & SERVICES, DGI, Entreprise ADB GROUP et Entreprise I.F.F.S.
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	BF TRADING & SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	12 553 999
Non conformités	Les dates de 4 des 5 offres reçues ont été modifiées ou rajoutés ; Sans compter, qu'on note une forte suspicion d'une collusion manifeste entre les offres ;
Recommandations	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°3 : POUR LA FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GROUPES ELECTROGENES DE 40 ET 60 KVA			
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009		
Date de dépôt des offres	15 Octobre 2009		
Délai de préparation des offres	6 jours		
Fournisseurs consultés	ADB GROUP, IDEAL CONCEPT, BF TRADING SERVICES, DELTA GROUP INTERNATIONAL et ATEX		
Nombre d’offres reçues	5		
Attributaire	BF TRADING & SERVICES		
Montant du marché en F CFA TTC	23 979 960		
Non conformités	Une lettre de saisine a été envoyée à ATEX, en lieu et place de son offre on retrouve l’offre des ETS ABDOU NDOYE hors celui-ci n’a pas été invité à soumissionner ;		
	PV d’ouverture des plis : 15 octobre 2009		
	Tableau comparatif des offres :		
	soumissionnaires	adresses	Montant des offres
	Entreprise ABDOU NDOYE	Usine ben tally parcelle n°635	26 201 900
	ADB Group	Av C.A.BAMBA face Obélisque	28 609 700
	DGI	Rue 6 x 13 médina	25 583 800
	BF Trading & Services	HLM 2 villa n°697/B	23 979 960
	IDECO	74 rue Carnot	26 756 500
	Il se creuse un écart de 200 000 entre l’offre inscrite sur le PV d’ouverture des plis et le montant inscrit sur l’offre d’ADB Group. (erreur de report) ?		
PV d’attribution : 15 octobre 2009			
Pas eu de spécifications techniques, a été désigné			

	<p>comme attributaire l'offre la moins disante ; Le contrat a été enregistré le 8 décembre 2009 mais la date de sa signature entre les parties n'y figure pas.</p> <p>Suivi de l'exécution financière non spécifié</p>
Recommandations	
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°4 : LA FOURNITURE DE GROUPE ELECTROGENE POUR LA DCMF																				
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009																			
Date de dépôt des offres	15 Octobre 2009																			
Délai de préparation des offres	6 jours																			
Fournisseurs consultés	DGI BF TRADING & SERVICES IDEAL CONCEPT ADB GROUP ATEX																			
Nombre d'offres reçues	5																			
Attributaire	BF TRADING & SERVICES																			
Montant du marché en F CFA TTC	13 949 960																			
Non conformités	<p>Les offres :</p> <p>PV d'ouverture des plis : 15 octobre 2009</p> <p>Tableau comparatif des offres</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>soumissionnaires</th><th>adresses</th><th>Montant des offres</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ATEX</td><td>18 bis AV Lamine GUEYE</td><td>14 986 000</td></tr> <tr> <td>ADB Group</td><td>Av C.A.BAMBA face Obélisque</td><td>15 517 000</td></tr> <tr> <td>DGI</td><td>Rue 6 x 13 médiina</td><td>16 107 000</td></tr> <tr> <td>BF Trading & Services</td><td>HLM 2 villa n°697/B</td><td>13 949 960</td></tr> <tr> <td>IDECO</td><td>74 rue Carnot</td><td>14 473 000</td></tr> </tbody> </table> <p>PV d'attribution : 15 octobre 2009</p> <p>Aucune spécification technique n'a été définie, la commission a considéré l'offre la moins disante comme attributaire ;</p> <p>Contrat enregistré le 1 décembre 2009</p> <p>Suivi de l'exécution financière non spécifié</p>		soumissionnaires	adresses	Montant des offres	ATEX	18 bis AV Lamine GUEYE	14 986 000	ADB Group	Av C.A.BAMBA face Obélisque	15 517 000	DGI	Rue 6 x 13 médiina	16 107 000	BF Trading & Services	HLM 2 villa n°697/B	13 949 960	IDECO	74 rue Carnot	14 473 000
soumissionnaires	adresses	Montant des offres																		
ATEX	18 bis AV Lamine GUEYE	14 986 000																		
ADB Group	Av C.A.BAMBA face Obélisque	15 517 000																		
DGI	Rue 6 x 13 médiina	16 107 000																		
BF Trading & Services	HLM 2 villa n°697/B	13 949 960																		
IDECO	74 rue Carnot	14 473 000																		

Recommandations	
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°5 : LA MAINTENANCE ET LA FOURNITURE DE PIECES DETACHEES POUR L'ASCENSEUR DU BLOC 1, DE L'IMMEUBLE ROSE	
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 octobre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	IDECO, I.F.F.S., ADB GROUP, DGI, BF TRADING & SERVICES
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	BF TRADING & SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	11 210 000
Non conformités	<p>Les mêmes candidats reviennent à chaque fois, pourquoi d'autres n'ont pas été contactés pour faire jouer la concurrence et voir si on peut trouver mieux et moins cher ailleurs ;</p> <p>Contrat : enregistré le 1 décembre 2009, n'est pas mentionnée la date de sa signature entre les parties ;</p> <p>Collision manifeste, les offres se ressemblent à la virgule près ;</p> <p>La date figurant sur l'offre de BF TRADING & SERVICES (6 octobre 2009) est antérieure à la date d'envoi des lettres de saisine, et il se retrouve attributaire, le moins disant</p> <p>Les dates de trois autres offres ont été modifiées ;</p> <p>Suivi de l'exécution financière : Non spécifié</p>
Recommandations	Bannir les simulacres de concurrence
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°6 : LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE DE L'IMMEUBLE PASTEUR	
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 Octobre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	ATEX, DELTA GROUP INTERNATIONAL, ADB GROUP, I.F.F.S. et NIAYES IMPORT EXPORT
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	DELTA GROUP INTERNATIONAL (DGI)
Montant du marché en F CFA TTC	7 449 340

Non conformités	<p>PV d’ouverture des plis : 15 octobre 2009</p> <p>L’offre d’ATEX fait figurer un montant de 8 850 000 alors que le PV d’ouverture des plis mentionne 8 859 000 TTC ;</p> <p>Tableau comparatif des offres :</p> <table><tr><th>soumissionnaires</th><th>adresses</th><th>Montant des offres</th></tr><tr><td>ATEX</td><td>18 bis AV Lamine GUEYE</td><td>8 859 000</td></tr><tr><td>ADB Group</td><td>Av C.A.BAMBA face Obélisque</td><td>9 853 000</td></tr><tr><td>DGI</td><td>Rue 6 x 13 médiina</td><td>7 449 340</td></tr><tr><td>NIAYES IMPORT EXPORT</td><td>Keur Mbaye FALL N°18</td><td>9 204 000</td></tr><tr><td>I.F.F.S.</td><td>Sicap mermoz villa n°7735</td><td>9 558 000</td></tr></table> <p>Le contrat a été enregistré le 8 décembre 2009 (date modifiée au Blanco) une collision est possible car la ressemblance entre les facture pro forma est frappante, les mêmes effets, la même présentation des offres ;</p> <p>Suivi de l’exécution financière</p> <p>-Ordre de service à l’entrepreneur : 1 Décembre 2009 (Bon d’engagement n°318528) ; Délai d’exécution : jusqu’au 31 Décembre 2009</p> <p>PV de réception technique : 10 décembre 2009</p> <p>Facture n°DGI 009/09 du 10 Décembre 2009 pour un montant de 7 449 340</p>	soumissionnaires	adresses	Montant des offres	ATEX	18 bis AV Lamine GUEYE	8 859 000	ADB Group	Av C.A.BAMBA face Obélisque	9 853 000	DGI	Rue 6 x 13 médiina	7 449 340	NIAYES IMPORT EXPORT	Keur Mbaye FALL N°18	9 204 000	I.F.F.S.	Sicap mermoz villa n°7735	9 558 000
soumissionnaires	adresses	Montant des offres																	
ATEX	18 bis AV Lamine GUEYE	8 859 000																	
ADB Group	Av C.A.BAMBA face Obélisque	9 853 000																	
DGI	Rue 6 x 13 médiina	7 449 340																	
NIAYES IMPORT EXPORT	Keur Mbaye FALL N°18	9 204 000																	
I.F.F.S.	Sicap mermoz villa n°7735	9 558 000																	
Recommandations	Bannir les simulacres de concurrence																		

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°7 : L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS D'IMMEUBLES ADMINISTRATIFS	
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 octobre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	ATEX, BAT PRES, SANOUSSI.COM, ARIANE TECHNOLOGIE et SAHEL TRADING
Nombre d'offres reçues	4
Attributaire	SAHEL TRADING
Montant du marché en F CFA TTC	14 396 000
Non conformités	<p>Ci-joint une fiche de courrier n°... MUHCH/DGPB/DEB du 9/10/2009 Maintenance et entretien groupe électrogène immeuble PASTEUR : ont signé les sociétés ARIANE TECHNOLOGIE/SAHEL TRADING/ATEX/SANOSSY.COM.</p> <p>Donc la société BAT PRES n'a pas déposé d'offre si on se réfère à cette fiche ;</p> <p>Cependant dans le dossier de passation figure l'offre de BAT PRES et c'est l'offre de SANOSSY qui n'y figure pas ;</p> <p>PV d'ouverture des plis : 15 octobre 2009</p> <p>Le contrat est enregistré le 4 Décembre 2009, le contrat a été signé entre les parties le 12 Octobre 2009.</p> <p>Suivi de l'exécution financière : non spécifié</p>
Recommandations	
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°8 : LA FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GROUPES ELECTROGENES (40 et 60 KVA)			
Date de saisine des fournisseurs	9 octobre 2009		
Date de dépôt des offres	15 octobre 2009		
Délai de préparation des offres	6 jours		
Fournisseurs consultés	ATEX DELTA GROUP INTERNATIONAL BF TRADING & SERVICES IDEAL CONCEPT ADB GROUP		
Nombre d'offres reçues	5		
Attributaire	BF TRADING & SERVICES		
Montant du marché en F CFA TTC	10 596 400		
Non conformités	PV d'ouverture des plis : 15 octobre 2009 Tableau comparatif des offres :		
	soumissionnaires	adresses	Montant des offres
	IDEAL CONCEPT	74 rue Carnot	11 918 000
	BF TRADING & SERVICES	HLM 2 villa n°679/B	10 596 400
	DGI	Rue 6 x 13 médina	13 983 000
	ATEX	18 bis av Lamine GUEYE	13 393 000
	ADB GROUP	Av C.A.BAMBA face obélisque	12 567 000
	Le contrat a été enregistré le 1 décembre 2009, ne mentionne pas la date de signature de celui-ci ; Suivi de l'exécution financière: non spécifié		
Recommandations			

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.6. DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE (DEM)

Les marchés transmis et revus pour la DEM se présentent comme suit :

	DEM	
	Nbre	Valeur
Appel d'offres ouverts (AOO)	1	6 025 000 000
TOTAL	1	6 025 000 000

MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRE N° 001/MUHHA/DEM/09 du 6/07/09 : PROJET D'ACQUISITION DE MATERIELS D'EXHAURE, D'ATELIERS DE FORAGE ET EQUIPEMENTS TECHNIQUES (PAMAF) AU SENEGAL	
Lot 1 : 250 systèmes d'exhaure complets (fourniture et pose de groupes électrogènes et électropompes)	
Lot 2 : 06 ateliers de forage complets et matériels techniques divers	
Date de publication de l'AGPM	Non spécifié
Date de souscription	19 Novembre 2009
Date d'approbation	21 Décembre 2009
Date d'attribution du contrat	5/10/2009
Date de notification	-
Date de lancement de la procédure de sélection	6 Juillet 2009
Date limite de dépôt des offres	24 Aout 2009
Délai de préparation des offres	49 Jours
Fournisseurs consultés	Lot1 : ont soumissionné EXPOTEC INTERNATIONAL LIMITED GROUPEMENT ARVIND/ICTS/SEPT-GC GROUPEMENT KLR INDUSTRIES LIMITED

	ET CSL SENEGAL SARL KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED Lot 2 : ont soumissionné EXPOTEC INTERNATIONAL LIMITED GROUPEMENT KLR INDUSTRIES LIMITED ET CSL SENEGAL SARL KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED	
Nombre d'offres reçues	Lot 1 : 4 (quatre) Lot 2 : 3 (trois)	
Attributaire	KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED	
Montant du marché en F CFA TTC	Marché n°F1142/09 (souscrit le 19 Novembre, approuvé le 21 décembre 2009) Lot 1 : 6 898 960 \$US DDP	Marché n°F1141/09 (souscrit le Lot 2 : 3 600 000 \$ US DDP
Non conformités	- Avis d'attribution provisoire de marché : AO dans le quotidien le Soleil n°11729 du 6/07/2009 - Cet AAO fait suite à l'avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien le Soleil du 20 Janvier 2009 ; - Equipements composés de deux lots distincts, - AO Ouvert aux entreprises indiennes spécialisées dans le domaine de la fourniture d'ateliers de forage et d'équipements d'exhaure ; - PV d'ouverture des plis A l'issue de l'examen préliminaire, toutes les offres ont été déclarées par la commission des marchés recevables sauf celle d'ARVIND/ICTS/SEPT-GC pour les motifs évoqués dans le rapport d'évaluation des offres. Cette commission technique a été constituée lors	

	<p>de la réunion d'ouverture des plis sur proposition du président de la CM.</p> <p>-Il y'a une divergence entre le délai maximal de livraison mentionné dans l'acte d'engagement et celui mentionné dans le DAO :</p> <p>On note :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) D'une part pour les 250 systèmes d'exhaure complets 110 jours dans l'acte d'engagement contre 90 jours dans le DAO ; pour les 06 ateliers de forage 110 jours figure dans l'acte d'engagement contre 150 jours dans le DAO ; b) d'autre part la documentation technique exigée doit être en français obligatoirement or celle jointe à l'acte d'engagement est en anglais (p69 DAO) ; <p>VIOLATION DES ARTICLES SUIVANTS : 3/9/11/13/14-2</p> <p>Accord de financement signé avec la BIDC, voir si toutes les conditions exigées par celle-ci ont été respectées ; vérifier s'il n'a pas eu de dépassement ;</p> <p>AUCUN DOCUMENT RELATIF AUX PIECES FOURNIES PAR LES CANDIDATS NE NOUS ONT ETE COMMUNIQUEES (charte transparence...)</p> <p>Monnaie du marché \$US ; Tantôt c'est en \$, tantôt c'est converti en francs CFA, que dit le code à ce sujet ?</p> <p>Conformément à l'article 9, vérifier et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses de l'AC concernée ;</p>
Recommandations	<p>Respect des règles de l'article 3 quant aux accords de financement ;</p> <p>Séparation des documents pour une bonne</p>

	compréhension (DAO confus)qui fait suite à l'éclatement du marché en 2 marchés ainsi procéder à la correction des documents DAO, acte d'engagement, PV existant avant l'éclatement du marché
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

APPEL D'OFFRE N° 002/MUHHA/DEM/09 : LA FOURNITURE DE CAMIONS-GRUES ET DE VEHICULES ET PICK-UP

Lot1 : Camions-grues comprenant la fourniture de 10 grues de manutention sur camions, 02 camions plateau équipés de grues ;

Lot2 : Véhicules 07 Pick-up 4x4 double cabine

Date de publication de l'AGPM	Dans le quotidien le « Soleil » du 20 Janvier 2009
Avis favorable de la DCMP	16 DEC 2009
Date de la souscription	19 Novembre 2009
Date d'approbation	31 Décembre 2009
Date d'attribution du contrat	05/10/2009
Date de la notification	28 Octobre 2009
Date de lancement de la procédure de sélection	6 Juillet 2009
Date limite de dépôt des offres	24 Aout 2009
Délai de préparation des offres	49 Jours
Fournisseurs consultés	<p>Ont été consultés :</p> <p>Pour le lot1:</p> <p>EXPOTEC International limited</p> <p>KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED</p> <p>GROUPEMENT TATA MOTORS LIMITED ET TATA AFRICA SENEGAL</p> <p>ANGELIQUE INTERNATIONAL LIMITED</p> <p>Pour le lot2:</p> <p>EXPOTEC INTERNATIONAL LIMITED</p> <p>KIRLOSKAR BROTHERS LIMITED</p> <p>GROUPEMENT TATA MOTORS LIMITED ET TATA AFRICA SENEGAL</p>

	ANGELIQUE INTERNATIONAL LIMITED	
Nombre d'offres reçues	Lot 1 : 4 (quatre) Lot 2 : 4 (quatre)	
Attributaire	TATA MOTORS AFRICA	
Montant du marché en F CFA TTC	Marché F/0023/10 pour un montant de 2 190 398,60 \$ US	Marché F1143/09 pour un montant de 191 745, 28
Non conformités	<p>: AO international : RESPECT DES REGLES ET PROCEDURES Y AFFECTANT ;</p> <p>-PV d'ouverture des plis : 24 Aout 2009</p> <p>-Rapport d'évaluation : suivant une grille d'évaluation, quant aux spécifications techniques et aux conditions de qualification, les détails sont bien décrits dans le DAO ;</p> <p>La monnaie de l'offre 15.1 du DAO : les prix seront indiqués en FCFA, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO ; Dans le plan de passation le montant global du marché est en FCFA ;</p> <p>Contradiction entre le DAO et les IC : IC 15.1 : les prix seront indiqués en dollar US (\$US) ;</p> <p>IC 23.1 : la date limite de remise des offres est fixée à juillet 2009 (le jour et l'heure ne sont pas précisés)</p> <p>Le DAO EST CONFU et très épais ; Ce condensé ne cacherait il pas autre chose : IC 33.3 :c) ii) on parle du planning d'installation des équipements d'exhaure alors que le DAO est établi pour la fourniture de camions-grues et véhicules pick-up (celui-ci fait l'objet d'un autre marché) ; page 33 du DAO portant AO n°002.</p> <p>Constat : Dans le contrat de base il n'est pas stipulé la fourniture des véhicules pick-up et donc celle-ci n'est pas comprise dans le prix inscrit sur le contrat (fait l'objet d'un marché à part</p>	

	<p>N°F1143 –document commun ; et d’autre part on nous parle de l’éclatement en deux marchés de cette AO chacun faisant l’objet de deux lots???</p> <p>Les garanties recueillies ne nous ont pas été communiquées ;</p> <p>Les conditions de qualification applicables aux candidats sont les suivantes :</p> <p>-Capacité financière</p> <p>(Le certificat de non faillite ou de non mise en règlement judiciaire délivré par l’autorité compétente ; La lettre d’engagement d’un organisme financier en vue de constituer le cautionnement définitif prévu ; La caution bancaire pour la garantie de soumission ; Les documents attestant un chiffre d’affaire annuel minimum de : 30 000 000 F CFA pour le lot 1 et 10 000 000 FCFA pour le lot 2)</p> <p>-Capacité technique et expérience</p> <p>(Liste du matériel en possession de l’entreprise ; Attestation prouvant l’existence d’un service après vente ; Liste des prestations de même nature ; Qualification et nombre d’années d’expérience du personnel)</p> <p>-Le candidat doit fournir la preuve écrite que les fournitures qu’il propose remplissent la (les) condition(s) d’utilisation prescrite(s) (voir dossier d’appel d’offres pour les informations détaillées).</p> <p>Aucun de ses documents n’a été mise à notre disposition ;</p> <p>CCAG 4.2 (b) : les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms (version 2000)</p> <p>CCAG 7.1 : Les biens et services, objet de l’accord de prêt doivent provenir de l’Inde à 85%.</p> <p>CCAG 7.2 : L’ AO pour ces fournitures sera</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>limité aux entreprises indiennes ; La publication de l'AO relève de la responsabilité de l'Etat du Sénégal.</p> <p>CCAG 4.2 Les termes EXW, CIP, DDP et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms spécifiée dans le CCAP et publiée par la chambre de commerce internationale (CCI) à Paris, France.</p> <p>Pas de lettres d'information des candidats rejetés en vertu de l'article 84 du CMP,</p> <p>Violation de l'article 84, relatif à la publicité de l'attribution et de l'information des candidats ;</p> <p>VIOLATION DES ARTICLES SUIVANTS : 3/9/11/13/14-2</p> <p>Accord de financement signé avec la BIDC, voir si toutes les conditions exigées par celle-ci ont été respectées ; vérifier s'il n'a pas eu de dépassement ;</p> <p>AUCUN DOCUMENT RELATIF AUX PIECES ADMINISTRATIVES FOURNIES PAR LES CANDIDATS NE NOUS ONT ETE COMMUNIQUEES (charte transparence...)</p> <p>Monnaie du marché \$US ; Tantôt c'est en \$, tantôt c'est converti en francs CFA, que dit le code à ce sujet ?</p> <p>Conformément à l'article 9, vérifier et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses de l'AC concernée ;</p>
Recommandations	<p>Respect des règles de l'article 3 quant aux accords de financement ;</p> <p>Article 14-2 Les marchés afférents à des programmes d'investissement peuvent être contractés pour plusieurs années à la condition que les engagements qui en découlent demeurent</p>

	respectivement dans les limites des autorisations de programme et des crédits de paiement contenus dans les lois de finances.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 21 mars 2011

**A Monsieur le Ministre d'Etat,
Ministre de l'Habitat, de la
Construction et de l'Hydraulique
Dakar**


Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Ministre d'Etat,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Ministre d'Etat**, l'expression de notre parfaite considération.


Ibra Guèye
Associé
B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn



ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



00000144

N°.....MHCH/DAGE/SP

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple- Un But- Une Foi

==--==--==

MINISTRE DE L'HABITAT, DE LA
CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE

==--==--==

LE MINISTRE D'ETAT

Dakar, le 20 AVR 2011

CONFIDENTIEL

Objet : Avis sur le rapport provisoire de la conformité de la passation des
Marchés du ministère au titre la gestion 2009

Réf : V/L du 21 mars 2011

Monsieur le Directeur,

Par lettre sus référencée, vous me transmettez la version provisoire du rapport issu de votre mission de vérification du processus de passation de marchés portés par quelques services de mon département.

Dans le rapport, un certain nombre d'irrégularités et de manquements sont soulevés, des réserves formulées, des avis et des recommandations, contribuant à une bonne application de la réglementation proposés.

Cependant, son exploitation a permis de faire des objections sur certaines réserves, d'apporter des éclaircissements sur certaines allégations et de fournir des compléments d'informations à prendre en compte dans le rapport définitif.

En conséquence, je vous fais tenir, en retour, les commentaires et les éléments de réponse apportés par mes services concernés.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, **Monsieur le Directeur**, à l'expression de ma considération distinguée.

A

Monsieur Ibra GUEYE
Directeur du Groupe BUSINESS
SYSTEM CONSULTING.
DAKAR

Ampliation : DG ARMP


Le Ministre d'Etat
Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique
OUMAR SARR